

# RECENSEMENT DE L'INDUSTRIE DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI

## ANNEE 2009-2010

AOUT 2011

Cette publication a été produite pour examen par l'Agence des États-Unis pour le développement international. Elle a été préparé pour le projet USAID / HIFIVE par Lhermite François de SMG.



# TABLE DES MATIERES

TABLEAUX.....	VII
INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS .....	1
I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI	5
II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT .....	1
III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE .....	3
IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES .....	5
1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES .....	5
1. La dimension du personnel des IMF étudiées .....	5
2. La taille et la couverture du réseau .....	5
3. L'âge moyen des IMF .....	5
4. La Taille du bilan.....	5
2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES	7
1. Nombre d'emprunteurs .....	7
2. Nombre de déposants.....	9
3. Volume d'épargne.....	10
4. Volume du crédit : Répartition en fonction du sexe des bénéficiaires et du type d'institutions .....	11
5. Répartition du portefeuille en fonction de la méthodologie de crédit utilisée .....	11
6. Ventilation du portefeuille par secteur d'activités des bénéficiaires .....	12
7. Ventilation du portefeuille par localité et type d'institutions .....	12
3. ASPECTS MANAGERIAUX.....	17
1. L'Existence d'Organe de Gestion et de Contrôle.	17
i. Gestion Administrative .....	17
ii. Gestion Financière .....	17
iii. La qualité du processus de crédit « Credit Process ».....	17
4. ASPECTS MARKETING .....	19
1. Le produCt- Mix .....	19
i. Tarification des prêts et des dépôts.....	19

5.	PERFORMANCE DES IMF ETUDIEES .....	20	
1.	Structure Financière.....	20	
2.	Performance Financière.....	20	
3.	Autosuffisance opérationnelle et Financière.....	20	
4.	Rentabilité de l'actif (ROA) et des fonds propres (ROE)	21	
5.	Rendement brut et Marge d'intermédiation .....	21	
6.	Effcience opérationnelle .....	21	
7.	Productivité du personnel.....	22	
8.	Qualité de l'actif .....	22	
i.	La qualité du portefeuille.....	22	
ii.	Le taux de l'actif sujet à risque .....	22	
iii.	Taux d'actifs générateurs de revenus.....	22	
6.	APPORT SOCIO-ECONOMIQUE DIRECT .....	22	
1.	Emplois directs .....	22	
2.	Valeur ajoutée générée et revenus de salaires ...	23	
V.	ANALYSE INFERENTIELLE .....	30	
1.	LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHE RETENUS	30	
2.	LES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON AU NIVEAU DES	INDICATEURS RETENUS .....	30
3.	ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS	CRITERES .....	30
1.	Taille et répartition du marché en termes d'actif, de	portefeuille et d'épargne.....	31
2.	Revenus brut générés et profits réalisés .....	31	
3.	Valeur ajoutée et emplois .....	32	
VI.	ANALYSE COMPARATIVE .....	37	
1.	COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA	MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ECHANTILLON. ....	37
2.	COMPARAISON DES RESULTATS DE 2010 DU SECTEUR DE LA	MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNEES ANTERIEURES. ....	37
3.	COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE	SECTEUR BANCAIRE .....	38
	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	40	
VII.	ANNEXES .....	44	
1.	OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS .....	44	
1.	Qualité de l'actif .....	44	
2.	Portefeuille à risque .....	44	
3.	Taux de remboursement.....	44	

	4. Politique de Crédit .....	45
i.	Taux d'intérêt nominal.....	45
ii.	Intérêt dégressif.....	45
iii.	Intérêt linéaire (flat).....	45
iv.	Taux d'intérêt effectif annuel.....	45
v.	Épargne forcée ou obligatoire.....	45
vi.	Frais de dossier .....	45
vii.	Durée des prêts.....	46
	5. Structure financière.....	46
	6. Performance financière.....	46
i.	Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS).....	46
ii.	Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS).....	46
iii.	La marge d'intermédiation.....	46
iv.	Efficiences administrative .....	46
	7. Productivité.....	47
i.	Productivité du personnel .....	47
ii.	Productivité du réseau.....	47
	8. Méthodologie de crédit.....	47
i.	Crédit individuel .....	47
ii.	Banque communautaire (BC) .....	47
iii.	Groupe solidaire (GS).....	47
iv.	Mutuelle de solidarité (MS).....	48
	9. Les bases d'analyses et les indicateurs .....	49
	2. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON EVOLUTION .....	53
	3. SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN 57	
	1. Origines de l'écart de capacité bénéficiaire entre 2008 et 2009.....	57
	2. secteur bancaire : Bilans comparatifs des 10 dernières années .....	58
	3. secteur bancaire : Comptes d'exploitation comparatifs des 10 dernières années.....	60
	4. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS .....	61

5.	LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ECHANTILLON .....	62
6.	FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE .....	64
7.	LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS	75
	1. SMG/UniQ .....	75
	2. Haïti HIFIVE.....	75
	3. DID .....	75
	4. ANACAPH .....	75
	5. KNFP .....	75
	6. ANIMH .....	75

# TABLEAUX

Tableau 1: Nombre d'institutions, d'employés et de bureaux .....	6
Tableau 1A: Nombre d'institutions, d'employés et de bureaux.....	6
Tableau 2: Nombre d'années d'expérience, taille du bilan et du personnel (totale, catégorie et moyenne) 7	
Tableau 2A: Nombre d'années d'expérience, taille du bilan et du personnel (totale, catégorie et moyenne) .....	7
Tableau 3: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution .....	8
Tableau 3A: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution.....	8
Tableau 4: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction de la méthodologie et du type d'institution .....	8
Tableau 4A: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction de la méthodologie et du type d'institution....	8
Tableau 5: Nombre d'épargnants - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	9
Tableau 6: Nombre d'épargnants - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	10
Tableau 7: Nombre d'épargnants- Ventilation en fonction du type d'épargne et de la localisation du siège .....	10
Tableau 8: Volume d'épargne 2010 - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution .....	11
Tableau 8A: Volume d'épargne 2010 - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	11
Tableau 9: Portefeuille Brut 2010: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution .....	12
Tableau 9A: Portefeuille Brut 2010- Ventilation en fonction du sexe et du type D'institution.....	12
Tableau 10: Portefeuille Brut 2010 - Ventilation par activité bénéficiaire et par type d'institution .....	13
Tableau 10A: Portefeuille Brut 2010 - Ventilation par activité bénéficiaire et par type d'institution.....	13
Tableau 11: Portefeuille Brut 2010 - Ventilation par localité bénéficiaire et par type d'institution .....	13
Tableau 11A: Portefeuille Brut 2010 - Ventilation par localité bénéficiaire et par type d'institution.....	13
Encadré 1: Synthèse : Caractéristiques institutionnelles, étendue et portée des opérations des IMF de l'échantillon.....	15
Tableau 12: Nombre de niveaux de manAgement et fonctionnalité des organes de gestion .....	18
Tableau 13: Qualité de la gestion administrative .....	18
Tableau 14: Qualité de la gestion financière.....	18
Tableau 15: Qualité du "credit process" dans son ensemble .....	18

Tableau 16: Produits autre que l'épargne et le crédit offerts par les IMF en Haïti – Tarification des crédits et des ressources.....	19
Encadré 2: Synthèse des résultats de l'échantillon : Performance des institutions de microfinance.....	24
<i>Encadré 2 A : Comparaison temporelle de la performance du secteur sur la base de l'échantillon</i> .....	27
<a href="#">Encadré 2 A : Comparaison temporelle de la performance du secteur sur la base de l'échantillon (suite)</a>	28
<a href="#">Encadré 2 A : Comparaison temporelle de la performance du secteur sur la base de l'échantillon (suite)</a>	29
Tableau 17: Structure du secteur en 2010.....	31
Encadré 3: Estimation de la taille du marché selon différents critères : Les chiffres moyens de l'échantillon par IMF .....	33
Encadré 4: Calcul de taille du marché au 30/9/10 à partir des chiffres moyens de l'échantillon et de la population totale .....	34
Encadré 5: Synthèse de l'analyse des résultats (2010) du secteur obtenus par extrapolation.....	35
Tableau 18 : Poids de l'échantillon par rapport au secteur.....	37
Tableau 19: Etats des résultats consolidés: Exercice 2009-2010 .....	38
Table 19A: Bilan consolidé au 30 septembre 2010 .....	39
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	50
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	51
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	52
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	53
Tableau 20: Synthèse des données économiques, financières et sociales (1996 à 2002).....	53
Tableau 20 (suite) Synthèse des données économiques, financières et sociales (1996 à 2002).....	54
Tableau 21: Synthèse des données économiques, financières et sociales (2001 à 2007).....	55
Tableau 21 (suite) : Synthèse des données économiques, financières et sociales (2001 à 2007).....	56

# INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS

L'USAID/Haïti, dans le cadre de son appui au secteur de la microfinance en Haïti et de son projet HI-FIVE, et en collaboration avec d'autres acteurs sur le terrain dont DID, ANIMH, KNFP, ANACAPH, avait lancé, au début de l'année 2008, un processus de constitution d'une base de données sur le secteur de la micro finance en Haïti. Les principaux objectifs de l'étude sont les suivants:

- a. Mettre à jour et renforcer des informations disponibles sur le secteur
- b. Analyser de manière approfondie la performance opérationnelle et financière du secteur et jeter les bases d'un vrai observatoire national de la microfinance
- c. Fournir aux différents acteurs des résultats sectoriels et sous-sectoriels pouvant servir de base de comparaison et d'appréciation des performances individuelles (benchmarks)
- d. Evaluer la taille du secteur selon différents critères, et sa contribution effective à l'économie du pays.

Les trois premières études ont été réalisées par la firme **Strategic Management Group (SMG-HAITI)** en 2008, 2009 et 2010, et ont porté sur les données des exercices 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, 2008-2009. Les résultats ont fait l'objet d'un rapport qui a été largement diffusé. Ces rapports peuvent être téléchargés aux adresses suivantes : [www.smghaiti.com](http://www.smghaiti.com) et [www.microlinks.org/hifive](http://www.microlinks.org/hifive)

Il s'agit maintenant de réaliser la même étude pour l'exercice 2009-2010 au cours duquel un séisme de magnitude 7.2 a frappé Haïti et causé d'énormes pertes à tous les secteurs de l'économie. Les résultats de cette dernière étude font l'objet du présent rapport. Cette quatrième étude a été réalisée selon la même approche que les précédentes, auprès du même échantillon (les mêmes institutions interrogées précédemment, à 2 exceptions près). Il s'agit de 83 institutions dont 67 caisses populaires, 12 ONG-Fondation-Association et 4 IMF considérées comme des filiales, satellites ou unités spécialisées de banques commerciales.

Il a été décidé de structurer le rapport de la même manière que ceux des années précédentes afin de faciliter la comparaison temporelle des informations.

Les principales conclusions de l'étude (pour l'exercice 2009-2010) tirées en inférant la moyenne des sous-échantillons (les quotas) à chaque sous-population correspondante, et en faisant les sommations nécessaires, le cas échéant, sont résumés comme ci-dessous :

1. La taille du bilan consolidé du secteur de la micro finance en Haïti (actif total) est évaluée à 9.1 milliards de gourdes.
2. Le marché du microcrédit est évalué à 4.7 milliards de gourdes en termes de portefeuille brut, dont 1.78 milliard gourdes pour les caisses populaires.
3. Le nombre de micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs) est estimé à 208,998 dont 48,905 d'emprunteurs des caisses populaires.
4. Les déposants du secteur de la micro finance sont au nombre de 991,667 au 30 septembre 2010 et le volume de dépôts en circulation dans le secteur est estimé à 3.9 milliards de gourdes.
5. Est estimé à 4,088 le nombre de familles tirant leurs revenus de salaires des IMF et à 213,086 au moins le nombre d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 4,088 emplois internes).
6. Les caisses populaires contrôlent 64.40% de dépôts et 64.26% de déposants soit 2.5 milliards de gourdes pour 637,204 déposants. Ainsi la moyenne des dépôts par déposant est de 3,960 gourdes, et représente environ 11% du prêt moyen par emprunteur pour ce type d'IMF. En d'autres termes, un total de 637,204 déposants financent 48,905 emprunteurs dans ce sous-secteur des IMF.
7. 50.40% du nombre et 88.56% de l'encours de crédits des IMF sont octroyés selon la méthodologie de crédit individuel. Ce type de crédit domine toutes les catégories d'institutions.
8. La taille moyenne d'une IMF, en Haïti, en 2010 est de 46.4 millions de gourdes en termes d'actif et 24.04 millions en termes de portefeuille brut. Cette moyenne varie grandement d'un type d'institution à une autre. Elle est, respectivement en termes d'actif total et de portefeuille brut, de 413.7 et 358.2 millions de gourdes pour les IMF liées aux banques commerciales (filiales, satellites, départements spécialisés), et de seulement 17.8 et 9.9 millions de gourdes pour les caisses populaires de taille intermédiaire.
9. Les IMF, en 2010, ont en général une structure financière relativement équilibrée avec des fonds propres atteignant 22.24% de l'ensemble des capitaux (ou de l'actif total). Cependant, le ratio des fonds propres varie grandement d'un type d'institution à un autre. Il est de 58.48% pour les ONG et de 16% pour les fondations/associations et autres IMF non coopératives.
10. La composition du passif des IMF, en 2010, varie grandement aussi d'une institution à une autre. Si le passif des caisses populaires est prédominé par les dépôts de la clientèle (92%), ce n'est évidemment pas le cas pour les associations, les ONG et les fondations, caractérisées par la prépondérance des emprunts institutionnels dans la structure de leurs ressources externes (57-62%).
11. Les IMF génèrent des revenus bruts consolidés de 2.9 milliards de gourdes pour l'exercice 2009-2010 ( y compris les revenus hors-crédit) et dégage un bénéfice net consolidé de 232.8 millions de gourdes, soit une marge nette positive de 7.94%, un ROA de 2.56 (contre 4.02% en 2009), un ROE de 11.51% (contre 17.52% en 2009).
12. Le rendement brut moyen du portefeuille du secteur de la micro finance, en 2010, est de 41.73% (contre 36.90% en 2009) alors que le coût moyen des dettes est de 2.52%, soit une marge brute d'intermédiation de 39.21%.

13. Les IMF ont connu une forte détérioration de leur efficacité administrative en 2010 par rapport à 2009, en affichant un ratio moyen « Dépenses administratives/portefeuille brut » de 45.10% contre moins de 26% en 2009.
14. Le portefeuille à risque (PAR) du secteur est de 13.18% du portefeuille brut. Ce ratio qui fait l'objet d'une grande variation d'une institution à une autre s'est en légèrement détérioré, sans tenir compte des radiations de l'exercice. A noter que les 83 institutions composant l'échantillon ont, à elles seules radiées 392,4 millions de gourdes en 2010.
15. Seulement 50.81% des actifs du secteur (contre 67% en 2009) sont générateurs de revenus par nature (portefeuille, placements).
16. Le crédit et l'épargne continuent de perdre leur exclusivité dans le « product-mix » des IMF qui maintiennent leur politique d'accompagnement de leurs produits traditionnels d'autres services tels que les transferts de fonds, le change, le chèque, le service de coffre-fort et l'assurance.
17. Un certain nombre d'IMF utilisent la technologie moderne dans la livraison des services financiers. Environ 38% des IMF en Haïti utilisent une technologie allant du guichet ambulancier aux cartes à puce dans le cadre de leurs opérations avec la clientèle et la gestion de leur portefeuille.
18. Le secteur emploie un total de 4,088 personnes et leur verse une rémunération brute annuelle de 911.3 millions de gourdes.
19. Le « produit net bancaire » de l'ensemble des IMF de l'enquête est de 2.7 milliards de gourdes. Autant dire que chaque IMF contribue directement au PIB à hauteur de 2.7 milliards gourdes courantes. A noter qu'environ 33.1% de cette valeur ajoutée va aux employés sous forme de salaires.
20. La comparaison des résultats de 2010 (post séisme) avec ceux de 2009 (avant le séisme) montre que le tremblement de terre du 12 janvier, n'a pas eu un impact important sur la viabilité à long terme du secteur de la microfinance. Le ratio de capitalisation est resté stable, le portefeuille improductif n'a connu qu'une légère détérioration (12% en 2009 contre 13% en 2010, soit une augmentation de 1 point de pourcentage). Le ROA, de son côté, a chuté de 1.4 point, alors que la liquidité s'est considérablement renforcée. Là où le séisme semble avoir un impact sérieux c'est au niveau de l'efficacité administrative (management) avec un ratio « dépenses administratives/portefeuille brut » passant de 27% en 2009 à 47% environ en 2010. A noter que le secteur doit, en partie, la bonne tenue de la plupart de ses indicateurs de performance, à des acteurs nationaux et internationaux qui ont contribué à la recapitalisation de certaines institutions (les plus touchées), à hauteur de 10 à 15 millions de dollars américains

A noter que les 83 IMF participant à l'enquête présentent le profil suivant:

1. Elles ont, en moyenne, 16.8 années d'opération en tant qu'IMF.
2. Elles gèrent un réseau de 245 bureaux, soit 2.9 bureaux par institution. Elles font l'objet d'une grande hétérogénéité dimensionnelle avec un actif total, par institution, variant de 0.14 à 1,132 millions de gourdes (moyenne 81.2 millions) et un personnel de 1 à 441 employés (moyenne 34).

3. Leur actif total consolidé est de 6.7 milliards de gourdes, et leur portefeuille de crédit consolidé est à 3.7 milliards de gourdes, réparti entre 145,589 emprunteurs dont 108,020 femmes (74.19%) contrôlant 49.06% du portefeuille et 37,569 hommes (25.91%) pour 49.60% du portefeuille brut. Les caisses populaires comptent 25,227 de ce nombre total d'emprunteurs.
4. Elles gèrent un volume de dépôts de 2.5 milliards de gourdes pour un total de 581,053 déposants dont 541,343 volontaires et 39,710 obligatoires.
5. 56.24% de leur portefeuille crédit est en dehors de Port-au-Prince, donc dans les villes de province et en milieux ruraux.

# I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI

De 1946 à 1982 (36 ans), la pratique de la microfinance sur une base institutionnelle ou formelle était une exclusivité des coopératives d'épargne et de crédit, plus communément appelées « caisses populaires». Ces dernières, nées neuf (9) ans après la création de la première entreprise de forme coopérative en Haïti (1937), étaient considérées comme le bras financier du grand mouvement coopératif haïtien.

Au début des années 80 s'est amorcée une diversité institutionnelle de la microfinance, avec la création, d'un côté, du Fonds Haïtien d'Aide à la Femme (FHAF-1982) par un groupe de femmes du secteur bancaire et à la faveur de l'appui technique et financier du Women's World Banking et de l'Inter-American Foundation (IAF) ; et de l'autre côté, de la Fondation Haïtienne de Développement (FHD-1982) par un groupe d'hommes d'affaires haïtiens, aidé de l'USAID. Entre-temps, ont vu le jour d'autres institutions non-coopératives de différents types (associations, fondations, ONG), avec un product-mix plus large (crédit, assurance, change, transfert).

Dès lors, d'autres organisations internationales (bilatérales et multilatérales) se sont jointes au grand mouvement et celles déjà existantes ont décidé d'intensifier leurs contributions techniques et financières. Cependant, les efforts de diversification à tous les niveaux et d'intensification n'avaient pas suffisamment changé la perception de la microfinance comme une activité purement sociale, et une forme de solidarité locale et internationale.

Il a fallu attendre la fin des années 90 pour un changement radical de paradigme dans le domaine de la microfinance en Haïti. Selon le nouveau paradigme, la microfinance est une opportunité commerciale pour les distributeurs de services financiers, notamment de microcrédit. La BIDC, issue de l'acquisition par des investisseurs haïtiens des opérations de la First National Bank of Boston, succursale d'Haïti, a été la première banque à saisir cette opportunité, en mettant sur pied, en 1997, à l'aide d'un prêt du FDI, un programme de microcrédit en faveur des marchandes ambulantes de vêtements importés du Panama et des États-Unis. A la suite de l'acquisition de la BIDC par la Sogebank (elle-même issue de l'acquisition des actifs et du passif de la Banque Royale du Canada en Haïti), une filiale spécialisée en microcrédit (la Sogesol) a été créée par la Direction du nouveau leader des banques haïtiennes. Une autre banque nouvellement créée (la Unibank) avait aussi décidé d'entrer dans le secteur à travers une filiale spécialisée également (le Microcrédit National). Quant aux deux (2) autres banques actives actuellement en microfinance (Capital Bank et Banque de l'Union Haïtienne), elles ont opté pour un service spécialisé en microcrédit à l'intérieur de leur Direction de Crédit, comme moyen d'entrer dans le secteur. Les banques d'État comme la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire Haïtienne (BPH) font du microcrédit sur une base ponctuelle et travaillent actuellement à la pérennisation de leurs interventions et aux choix définitifs d'un mode opératoire.

Le cadre légal et réglementaire n'avait pas, malheureusement, pu suivre le rythme de l'évolution du secteur de la microfinance, en termes de taille, de diversité commerciale et institutionnelle et de complexité. Jusqu'en 2002, les caisses populaires étaient seulement contrôlées, en tant qu'entreprises coopératives, par le Conseil National des Coopératives (CNC) et les IMF non bancaires dotées de statut d'ONG, de Fondation et d'Association étaient sous contrôle soit du Ministère de la Coopération Externe

ou des Affaires Sociales. Mais ce contrôle se limitait et se limite encore à octroyer des autorisations de fonctionnement ou la reconnaissance légale. En tant qu'institutions financières distribuant du crédit ou collectant des épargnes, les IMF ne faisaient l'objet d'aucune supervision et n'étaient astreintes à aucune règle prudentielle obligatoire.

La faillite, en 2001, des pyramides financières déguisées en coopératives a donc poussé les autorités à accélérer le vote d'une loi sur les coopératives d'épargne et de crédit (la loi de 2002 sur les CEC) et à créer, plus tard, au sein de la BRH, une unité spécialisée de supervision et de régulation de ces CEC. Ainsi la microfinance n'est plus aujourd'hui considérée comme un ensemble d'opérations en marge du secteur financier formel. Les IMF font partie intégrante du système financier national, lequel est désormais composé de:

Une Banque Centrale remplissant les fonctions de superviseur et de régulateur

Huit (8) banques commerciales

Une banque de logement

Deux (2) institutions financières de développement

Un (1) banque d'affaires

Une douzaine (12) de compagnies d'assurance

Une (1) société de fiducie

Une douzaine (12) de bureaux de transfert

Une demi-douzaine (6) de fonds de pension

Deux cents (200) institutions/unités formelles de microfinance

Ainsi, le cadre institutionnel de la microfinance en Haïti se présente aujourd'hui comme suit:

- Les organes de régulation et de supervision (CNC, BRH, le Ministère de la Coopération Externe)
- Les institutions d'encadrement technique et associations d'IMF (DID, ANACAPH, FENACAPH, ANIMH, KNFP) et différents projets et programmes actuels (HIFIVE) et passés (Haïti HIFIVE, FINNET, PRET, PRIMA)
- Les bailleurs de fonds nationaux et internationaux (FDI, Union Européenne, USAID, Banque Mondiale, l'Agence Canadienne de Développement International, FIDA, Coopération Allemande, BID, Plan International, AFD, AECID, etc.)
- Les grossistes qui, recevant des fonds nationaux et internationaux, font des prêts en gros à des IMF (appelés en la circonstance opérateurs), à des fins de sous-prêts à des individus ou micro-entreprises.
- Les deux cents (200) institutions de microfinance réparties comme suit :
  - Cent soixante-quinze (175) caisses populaires

- Une vingtaine (20) de ONG/Fondations/Associations
- Quatre (4) Filiales/Satellites/Unités spécialisées de banques commerciales

Ces IMF offrant une diversité de produits ou services financiers, avec une prédominance évidente de produits d'épargne et de crédit, affichent une taille de bilan consolidé de plusieurs milliards de gourdes et gèrent un portefeuille brut dont le niveau se rapproche de la taille de leur bilan, réparti entre plusieurs dizaines de milliers d'emprunteurs. Elles gèrent également un important portefeuille de dépôts (compte non tenu des filiales/satellites/unités spécialisées de banques commerciales dont les ressources proviennent des dotations en capital, ou des prêts de la maison mère).

Au début de l'année 2010, le pays est frappé par un tremblement de terre de magnitude 7.2 qui a causé des pertes représentant plus de 30% du PIB. Le secteur MPME où se recrute la principale clientèle des institutions de microfinance a semble-t-il été le plus touché, notamment au niveau des villes comme Port-au-Prince ses environs, Jacmel, Petit-Goave, Léogane, Grand-Goave, etc. Le décès de plusieurs clients de ce secteur, ajouté à la faillite de nombreux survivants ont entraîné la radiation des centaines de millions par les IMF affectées. Cette situation a entraîné l'intervention de plusieurs acteurs avec des ressources de recapitalisation du secteur, sous forme de prêts concessionnels ou de rachat de mauvaises créances. Les résultats de ces interventions apparaissent positifs, vu que le secteur est en passe de sortir de cette situation difficile.

## II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT

La dernière étude réalisée remonte à l'année dernière. Elle a porté sur les données arrêtées au 30 Septembre 2009 et sur le même échantillon de cette année (2010), en termes de taille et d'institutions participantes. Elle a permis d'aboutir aux principaux résultats suivants :

- Une taille de bilan consolidé du secteur de la microfinance de 6.9 milliards de gourdes (actif total) ;
- Un marché de crédit (portefeuille brut) évalué à 4.4 milliards de gourdes;
- Un effectif de 233,186 micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs);
- Un nombre de 951,755 déposants et un montant de 3,12 milliards de gourdes de volume de dépôts en circulation dans le secteur;
- Un total de 3,981 familles tirant leurs revenus de salaires des IMF ; et au moins 237,166 d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 3,981 emplois internes) ;
- Des résultats d'exploitation qui s'écartaient positivement de celui de l'année précédente, avec un profit net consolidé de 277 millions de gourdes et un ROE de 17.52%.



# III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE

Pour une étude de ce genre, portant sur un univers d'environ 200 unités statistiques (les IMF), l'approche de recensement devrait être la plus adaptée. Cependant, un tel choix se heurterait à deux (2) contraintes majeures : le budget et le temps, vu la dispersion géographique des IMF, et les difficultés d'accès direct à certaines zones (route en mauvais état, absence d'internet, etc....) et aussi l'incertitude entourant la volonté de collaboration de toute la population.

L'approche d'échantillonnage pur poserait également des problèmes liés à l'absence d'une base de sondage, c'est-à-dire d'une liste à jour de toutes les IMF des 10 départements géographiques du pays. Ce qui serait un obstacle au choix d'une méthode d'échantillonnage aléatoire.

Pour cela, il a été jugé bon d'opter pour une approche mixte, c'est-à-dire à mi-chemin entre le recensement et l'échantillonnage, consistant à interroger autant d'IMFs que possible dans le cas d'un échantillonnage par quotas croisés.

Les quotas sont définis sur la base de critères de statut légal, d'affiliation et de taille. Pour chaque quota ou sous-quota, l'on procède soit à un recensement, soit à un échantillonnage de convenance, dépendamment de la taille et du degré d'homogénéité de la sous-population ou du quota. Les résultats obtenus sur l'échantillon par quotas ou par étapes sont généralisés ou inférés à la population totale de chaque catégorie ou quota respectif avant d'être ajoutés à ceux des différents recensements, pour estimer la taille globale du secteur. Ainsi, la taille du marché de la microfinance, selon différents critères, se calcule selon la formule suivante:

$$T_i = \sum_{i=1}^X R_i + \sum_{i=1}^Y m_i \cdot E_q$$

où

- $T_i$  = La taille du marché selon le critère  $i$
- $R_i$  = Résultat selon le critère  $i$  de chaque quota ayant fait l'objet d'un recensement
- $m_i$  = le résultat moyen selon le critère  $i$  de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage
- $E_q$  = la population estimative de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage
- $X$  = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un recensement
- $Y$  = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un échantillonnage

Le tableau ci-dessous est consacré à la définition des quotas et des sous-quotas.

Quotas (Affiliation)	Sous-Quotas (Statut légal)	Sous-sous-quotas (taille)	Population	Échantillon
ANIMH	Banque <sup>1</sup>		4	4
	ONG		7	7
	Autres		4	4
Autres IMF non coopératives et non affiliées	Autres		6	1
DID/ANACAPH	CEC	Grande caisse	12	12
		+ Autre caisse	43	30
KNFP <sup>2</sup>	CEC	Grande caisse	0	0
		+ Petite caisse (Nord-ouest)	18	18
CEC non- affiliées	CEC	Grande caisse	1	1
		+ Autre caisse	100	6
Total			196	83
%			100%	42.35% <sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Le type « Banque » regroupe les IMF liées aux banques à titre de filiale, de satellite ou d'unité spécialisée

<sup>2</sup> Certains membres de l'ANIMH sont aussi membres de KNFP. Les IMF présentées sous l'affiliation de KNFP seulement sont des CEC, lesquelles ne sont pas généralement parmi les membres de l'ANIMH

<sup>3</sup> Le chapitre « Analyse comparative » analyse le poids de l'échantillon par rapport à l'ensemble du secteur, selon différents critères (actif, portefeuille, nombre d'emprunteurs, etc).

# IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES

Ce chapitre présente et analyse les données collectées sur le secteur de la microfinance en Haïti, pour l'exercice 2009-2010. Il est divisé en 5 sections: la première résume les caractéristiques institutionnelles de l'échantillon, la seconde est une présentation et une analyse de l'étendue et de la portée des opérations des IMF étudiées, la troisième et la quatrième traitent des aspects managériaux et de marketing respectivement et la cinquième est consacrée à la performance financière et opérationnelle de ces IMF.

## 1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES

Les quatre-vingt-trois (83) institutions participant à l'étude seront décrites dans cette section en termes de taille du personnel et de celle du réseau, d'ancienneté institutionnelle et de taille du bilan.

### 1. LA DIMENSION DU PERSONNEL DES IMF ETUDIEES

L'ensemble des IMF étudiées compte un personnel de 2,807 membres dont 1,854 hommes (66%) et 953 femmes (34%). La prédominance du personnel de sexe masculin paraît être une réalité dans tous les types d'institutions tel que le montre le tableau 1. En effet, le pourcentage du personnel de sexe masculin varie de 53 à 72% d'un type d'institution à un autre.

### 2. LA TAILLE ET LA COUVERTURE DU RESEAU

Les IMF de l'étude gèrent un réseau de 245 bureaux (y compris le siège social), soit une moyenne de 3 bureaux ou succursales par IMF. A noter que 68 de ces bureaux sont à Port-au-Prince et 177 dans les provinces. Des 177 bureaux localisés en province, 66 se trouvent en zones rurales dont 41 appartiennent à des Association, Fondations et ONG (réf. Tableau 1).

### 3. L'AGE MOYEN DES IMF

L'âge moyen des institutions étudiées opérant en tant qu'IMF est de 16.8 années. Les ONG, les CEC et les associations sont les IMF les plus âgées en moyenne (voir tableau 2).

### 4. LA TAILLE DU BILAN

Les institutions de l'enquête ont une taille moyenne de 81.2 millions de gourdes en termes d'actif total. Les CEC sont les IMF de plus petite taille dans l'échantillon avec un actif total moyen de 2.44 fois inférieur à la moyenne de l'échantillon.

Les ONG avec une moyenne de 32.1 millions sont aussi en-dessous de la moyenne de l'échantillon. Alors que les autres institutions (Banques, Fondations, Associations et autres) ont une taille moyenne de bilan 5.09 fois supérieure à la moyenne de l'ensemble de l'industrie (réf. Tableau 2 et 2A).

**TABLEAU 1: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX**

	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
Type d'institution								Urbaine	Rurale
CEC	67	80.72%	650	391	259	78	11	59	8
Banque	4	4.82%	607	410	197	51	24	20	7
ONG	7	8.43%	308	163	145	39	15	14	10
Autres	5	6.02%	1,242	890	352	77	18	18	41
Total	83	100.00%	2807	1854	953	245	68	111	66

Au 30/09/2010

**TABLEAU 1A: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX**

Type d'institution	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
								Urbaine	Rurale
CEC-Type 1	13	15.66%	321	196	125	21	4	13	4
CEC-Type 2	30	36.14%	257	146	111	33	5	24	4
CEC-Type 3	6	7.23%	34	20	14	6	2	4	-
CEC-Type 4	18	21.69%	38	29	9	18	-	18	-
Banque	4	4.82%	607	410	197	51	24	20	7
ONG	7	8.43%	308	163	145	39	15	14	10
Autres	5	6.02%	1,242	890	352	77	18	18	41
Total	83	100.00%	2,807	1,854	953	245	68	111	66

Au 30/09/2010

TABLEAU 2: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

	#Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
			(2010)		(2010)	
	Effectif	Age moyen	Actif total	%	Actif total	#employés
<b>Type d'institution</b>						
CEC	67	17.1	2,224,363,938	33.01%	33,199,462	10
Banque	4	11.0	1,655,020,883	24.56%	413,755,221	152
ONG	7	17.4	224,937,719	3.34%	32,133,960	44
Autres	5	15.8	2,634,074,128	39.09%	526,814,826	248
<b>Total ou moyenne</b>	<b>83</b>	<b>16.8</b>	<b>6,738,396,668</b>	<b>100.00%</b>	<b>81,185,502</b>	<b>34</b>

Au 30/09/2010

TABLEAU 2A: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

	# Années d'Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
			(2009)		(2009)	
	Effectif	Age moyen	Actif total	%	Actif total	#employés
<b>Type d'institution</b>						
CEC-Type 1	13	20.4	1,612,668,338	23.93%	124,051,411	25
CEC-Type 2	30	15.3	534,996,729	7.94%	17,833,224	9
CEC-Type 3	6	26.2	61,103,087	0.91%	10,183,848	6
CEC-Type 4	18	14.8	15,595,784	0.23%	866,432	2
Banque	4	11.0	1,655,020,883	24.56%	413,755,221	152
ONG	7	17.4	224,937,719	3.34%	32,133,960	44
Autres	5	15.8	2,634,074,128	39.09%	526,814,826	248
<b>Total ou moyenne</b>	<b>83</b>	<b>16.8</b>	<b>6,738,396,668</b>	<b>100.00%</b>	<b>81,185,502</b>	<b>34</b>

Au 30/09/2010

## 2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES

La présentation et l'analyse porteront essentiellement sur le nombre d'emprunteurs et le nombre de déposants ventilés selon différents critères, le volume de crédit octroyé et d'épargne collecté par les institutions participantes.

### 1. NOMBRE D'EMPRUNTEURS

Le nombre d'emprunteurs constituant le portefeuille de crédit des IMF ayant participé à l'enquête s'élève à 145,589 réparti de manière relativement équilibrée entre les différents types d'institutions. Cette situation laisse présager une très grande dispersion au niveau des chiffres par institution vu l'écart de taille entre les différents sous échantillons.

Il est à signaler qu'environ 50.40% des emprunteurs sont bénéficiaires de crédit individuel et 41.77% de crédit de groupe solidaire. Alors que les emprunteurs restants sont attirés par les crédits de type banque communautaire (7.03%) et de mutuelle solidarité (0.80%).

TABLEAU 3: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Type d'institution</b>						
CEC	25,227	17.33%	14,799	39.39%	10,428	9.65%
Banque	22,537	15.48%	9,977	26.56%	12,560	11.63%
ONG	21,039	14.45%	3,727	9.92%	17,312	16.03%
Autres	76,786	52.74%	9,066	24.13%	67,720	62.69%
<b>Total</b>	<b>145,589</b>	<b>100.00%</b>	<b>37,569</b>	<b>100.00%</b>	<b>108,020</b>	<b>100.00%</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>25.81%</b>		<b>74.19%</b>	

Au 30/09/2010

TABLEAU 3A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Type d'institution</b>						
CEC-Type 1	12,751	8.76%	7,817	20.81%	4,934	4.57%
CEC-Type 2	8,707	5.98%	4,916	13.09%	3,791	3.51%
CEC-Type 3	1,252	0.86%	684	1.82%	568	0.53%
CEC-Type 4	2,517	1.73%	1,382	3.68%	1,135	1.05%
Banque	22,537	15.48%	9,977	26.56%	12,560	11.63%
ONG	21,039	14.45%	3,727	9.92%	17,312	16.03%
Autres	76,786	52.74%	9,066	24.13%	67,720	62.69%
<b>Total</b>	<b>145,589</b>	<b>100.00%</b>	<b>37,569</b>	<b>100.00%</b>	<b>108,020</b>	<b>100.00%</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>25.81%</b>		<b>74.19%</b>	

Au 30/09/2010

TABLEAU 4: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC	25,227	17.33%	22,143	-	3,084	-
Banque	22,537	15.48%	22,537	-	-	-
ONG	21,039	14.45%	4,329	9,657	6,803	250
Autres	76,786	52.74%	24,365	580	50,926	915
<b>Total</b>	<b>145,589</b>	<b>100.00%</b>	<b>73,374</b>	<b>10,237</b>	<b>60,813</b>	<b>1,165</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>50.40%</b>	<b>7.03%</b>	<b>41.77%</b>	<b>0.80%</b>

Au 30/09/2010

TABLEAU 4A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée						
---	--	--	--	--	--	--

Type d'institution	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC-Type 1	12,751	8.76%	11,322	-	1,429	-
'CEC-Type 2	8,707	5.98%	7,140	-	1,567	-
.CEC-Type 3	1,252	0.86%	1,164	-	88	-
CEC-Type 4	2,517	1.73%	2,517	-	-	-
Banque	22,537	15.48%	22,537	-	-	-
ONG	21,039	14.45%	4,329	9,657	6,803	250
Autres	76,786	52.74%	24,365	580	50,926	915
<b>Total</b>	<b>145,589</b>	<b>100.00%</b>	<b>73,374</b>	<b>10,237</b>	<b>60,813</b>	<b>1,165</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>50.40%</b>	<b>7.03%</b>	<b>41.77%</b>	<b>0.80%</b>

Au 30/09/2010

## 2. NOMBRE DE DEPOSANTS

Le nombre de déposants attirés par les IMF de l'étude s'élève à 581,053, dont 93.17% sont des déposants volontaires et seulement 6.83% sont des déposants dont le compte est lié à un compte de prêt (Epargne forcée). Ainsi le ratio déposants/emprunteurs, est de 3.99, ce qui met clairement en évidence la capacité des IMF à attirer l'épargne externe, c'est-à-dire des déposants ayant d'autres motifs que l'obtention du crédit. Une situation très intéressante pour l'avenir de la microfinance en Haïti, où les institutions ne sont pas obligées de recourir à l'endettement financier à des coûts prohibitifs pour financer leur portefeuille de prêts, ou d'être tributaires des subventions capitalisées.

A noter que 58% des épargnants des 83 IMF étudiées sont des clients de caisses d'épargne et de crédit (CEC). Les autres 42% des déposants du secteur de la microfinance viennent des Associations/Fondations/ONG. Les filiales et satellites de banques spécialisées en microcrédit ne reçoivent pas d'épargne, leurs ressources viennent des dotations de la maison mère. Par ailleurs, ces filiales réfèrent automatiquement leur client à la maison-mère pour l'ouverture, le cas échéant, de comptes pouvant servir de comptes de transaction. Ce qui tend à sous-estimer le nombre global de comptes (épargne et autres) liés aux activités de microfinance.

TABLEAU 5: NOMBRE D'EPARGNANTS - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

Type d'institution	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
CEC	326,380	56.17%	303,347	56.04%	23,033	58.00%
Banque	6,828	1.18%	6,828	1.26%	-	0.00%
ONG	23,184	3.99%	10,052	1.86%	13,132	33.07%
Autres	224,661	38.66%	221,116	40.85%	3,545	8.93%
<b>Total</b>	<b>581,053</b>	<b>100.00%</b>	<b>541,343</b>	<b>100.00%</b>	<b>39,710</b>	<b>100.00%</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>93.17%</b>		<b>6.83%</b>	

Au 30/09/2010

TABLEAU 6: NOMBRE D'EPARGNANTS - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
<b>Type d'institution</b>						
CEC-Type 1	191,746	33.00%	179,066	33.08%	12,680	31.93%
'CEC-Type 2	116,117	19.98%	108,680	20.08%	7,437	18.73%
.CEC-Type 3	16,381	2.82%	15,341	2.83%	1,040	2.62%
CEC-Type 4	2,136	0.37%	260	0.05%	1,876	4.72%
Banque	6,828	1.18%	6,828	1.26%	-	0.00%
ONG	23,184	3.99%	10,052	1.86%	13,132	33.07%
Autres	224,661	38.66%	221,116	40.85%	3,545	8.93%
<b>Total</b>	<b>581,053</b>	<b>100.00%</b>	<b>541,343</b>	<b>100.00%</b>	<b>39,710</b>	<b>100.00%</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>93.17%</b>		<b>6.83%</b>	

Au 30/09/2010

TABLEAU 7: NOMBRE D'EPARGNANTS - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET DE LA LOCALISATION DU SIEGE

	Nombre d'épargnants, type d'épargne et localisation du siège social					
	Total	%	Volontaires	%	Obligatoires	%
<b>Département du siège</b>						
Ouest	348,457	59.97%	327,700	60.53%	20,757	52.27%
Nord	8,342	1.44%	7,941	1.47%	401	1.01%
Sud	41,840	7.20%	37,764	6.98%	4,076	10.26%
Artibonite	75,077	12.92%	70,654	13.05%	4,423	11.14%
Grande-Anse	16,105	2.77%	15,056	2.78%	1,049	2.64%
.Sud-est	23,633	4.07%	21,651	4.00%	1,982	4.99%
Centre	21,521	3.70%	19,110	3.53%	2,411	6.07%
.Nord-ouest	28,695	4.94%	25,181	4.65%	3,514	8.85%
-Nord-est	12,940	2.23%	12,276	2.27%	664	1.67%
Nippes	4,443	0.76%	4,010	0.74%	433	1.09%
<b>Total</b>	<b>581,053</b>	<b>100.00%</b>	<b>541,343</b>	<b>100.00%</b>	<b>39,710</b>	<b>100.00%</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>93.17%</b>		<b>6.83%</b>	

Au 30/09/2010

### 3. VOLUME D'EPARGNE

Au 30 septembre 2010, les 83 IMF de l'étude ont collecté 2.54 milliards de gourdes d'épargne, dont 86.58% d'épargne volontaire. Le marché de la « micro-épargne » est dominé par les Caisses d'Epargne et de Crédit, lesquelles contrôlent 55.78% de l'épargne volontaire et près de 91.79% de l'épargne obligatoire, sur la base de l'échantillon étudié. L'essentiel de la différence va aux « Fondations, Associations et Autres » qui contrôlent 43.18% de l'épargne volontaire. Il convient de noter également une part non négligeable des ONG dans le volume d'épargne obligatoire (8%). Les IMF liées aux banques ne pèsent pas lourd dans la structure de l'épargne du secteur, vu que leur institution-mère représente leur principale source d'alimentation en capitaux externes.

TABLEAU 8: VOLUME D'EPARGNE 2010 - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
<b>Type d'institution</b>						
CEC	1,539,150,511	60.61%	1,226,281,032	55.78%	312,869,478	91.79%
Banque	14,847,874	0.58%	14,847,874	0.68%	-	0.00%
ONG	35,240,111	1.39%	7,966,254	0.36%	27,273,857	8.00%
Autres	949,986,893	37.41%	949,260,143	43.18%	726,750	0.21%
<b>Total</b>	<b>2,539,225,389</b>	<b>100.00%</b>	<b>2,198,355,303</b>	<b>100.00%</b>	<b>340,870,086</b>	<b>100.00%</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>86.58%</b>		<b>13.42%</b>	

Au 30/09/2010

TABLEAU 8A: VOLUME D'EPARGNE 2010 - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
<b>Type d'institution</b>						
CEC-Type 1	1,095,229,939	43.13%	864,524,142	39.33%	230,705,797	67.68%
CEC-Type 2	389,786,309	15.35%	317,572,389	14.45%	72,213,920	21.19%
CEC-Type 3	51,121,404	2.01%	42,808,881	1.95%	8,312,523	2.44%
CEC-Type 4	3,012,858	0.12%	1,375,620	0.06%	1,637,238	0.48%
Banque	14,847,874	0.58%	14,847,874	0.68%	-	0.00%
ONG	35,240,111	1.39%	7,966,254	0.36%	27,273,857	8.00%
Autres	949,986,893	37.41%	949,260,143	43.18%	726,750	0.21%
<b>Total</b>	<b>2,539,225,389</b>	<b>100.00%</b>	<b>2,198,355,303</b>	<b>100.00%</b>	<b>340,870,086</b>	<b>100.00%</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>86.58%</b>		<b>13.42%</b>	

Au 30/09/2010

#### 4. VOLUME DU CREDIT : REPARTITION EN FONCTION DU SEXE DES BENEFICIAIRES ET DU TYPE D'INSTITUTIONS

Au 30 septembre 2010, le portefeuille consolidé de crédit des 83 institutions participant à l'enquête s'élève à 3.7 milliards de gourdes dont la plus grande partie (50.94%) va aux femmes. Les unités spécialisées des banques (succursales, satellites et autres) contrôlent 36.69% du portefeuille contre 20.01% pour les caisses d'épargne et de crédit, les ONG en contrôlent 6.48%, alors que la différence 36.82% va aux autres types d'IMF (fondations, associations et autres).

#### 5. REPARTITION DU PORTEFEUILLE EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE DE CREDIT UTILISEE

Le montant de l'encours des crédits octroyés sur une base individuelle représente l'essentiel du portefeuille consolidé des 83 institutions étudiées, soit 88.56%, alors que l'encours des groupes solidaires n'en représentent que 10.61%. Le rapprochement de ces chiffres avec ceux du tableau 4 met en évidence l'écart de taille entre les prêts (par emprunteur) octroyés selon différentes méthodologies de crédit. En effet, si les emprunteurs issus des groupes solidaires représentent environ 41.77% de l'effectif total, ils ne contrôlent, par contre, que moins de 11% de l'encours total au 30 septembre 2010. Alors qu'avec un effectif de 73,374 sur un total de 145,589 (50.40%), les emprunteurs individuels contrôlent près de 89% du portefeuille. A noter que l'écart entre le poids dans le nombre et le poids dans le volume est favorable

seulement aux emprunteurs individuels. La situation des emprunteurs issus des méthodologies de banques communautaires et de solidarité mutuelle est similaire (en termes de sens de l'écart) à celle des emprunteurs de groupes solidaires.

## 6. VENTILATION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR D'ACTIVITES DES BENEFICIAIRES

Le portefeuille de crédit des IMF de l'échantillon est dominé par le commerce, avec 77.58% du total, alors que le logement, les services, la production et la consommation partagent presque à parts égales la différence (entre 5 à 7% pour chacun d'eux). La part de l'éducation tout en restant négligeable, continue de progresser, passant de 0.90% en 2009 à 0.72% en 2010.

## 7. VENTILATION DU PORTEFEUILLE PAR LOCALITE ET TYPE D'INSTITUTIONS

Contrairement à une certaine croyance, Port-au-Prince n'est pas le centre de concentration du portefeuille de crédit des IMF. En effet, près de 57% des prêts constituant le portefeuille des 83 IMF étudiées vont à des bénéficiaires opérant en dehors de la capitale, dont une bonne partie (20% environ) en milieu rural. Les caisses d'Épargne et de Crédit et les ONG/Associations/Fondations sont à la base de cette déconcentration géographique, avec des parts respectives de 82% et 56% de leur portefeuille allant à la province.

TABLEAU 9: PORTEFEUILLE BRUT 2010: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Type d'institution</b>						
CEC	1,177,300,461	32.01%	816,162,669	43.56%	361,137,792	20.01%
Banque	1,433,164,650	38.96%	771,094,650	41.16%	662,070,000	36.69%
ONG	159,936,197	4.35%	42,920,706	2.29%	117,015,491	6.48%
Autres	907,750,422	24.68%	243,358,366	12.99%	664,392,056	36.82%
<b>Total</b>	<b>3,678,151,731</b>	<b>100.00%</b>	<b>1,873,536,392</b>	<b>100.00%</b>	<b>1,804,615,339</b>	<b>100.00%</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>50.94%</b>		<b>49.06%</b>	

Au 30/09/2010

TABLEAU 9A: PORTEFEUILLE BRUT 2010- VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Type d'institution</b>						
CEC-Type 1	834,300,234	22.68%	585,114,031	31.23%	249,186,203	13.81%
CEC-Type 2	297,542,117	8.09%	203,368,193	10.85%	94,173,924	5.22%
CEC-Type 3	29,518,829	0.80%	18,929,496	1.01%	10,589,333	0.59%
CEC-Type 4	15,939,282	0.43%	8,750,950	0.47%	7,188,332	0.40%
Banque	1,433,164,650	38.96%	771,094,650	41.16%	662,070,000	36.69%
ONG	159,936,197	4.35%	42,920,706	2.29%	117,015,491	6.48%
Autres	<b>3,678,151,731</b>	<b>100.00%</b>	<b>1,873,536,392</b>	<b>100.00%</b>	<b>1,804,615,339</b>	<b>100.00%</b>
<b>Total</b>	<b>3,678,151,731</b>	<b>100.00%</b>	<b>1,873,536,392</b>	<b>100.00%</b>	<b>1,804,615,339</b>	<b>100.00%</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>		<b>50.94%</b>		<b>49.06%</b>	

Au 30/09/2010

**TABLEAU 10: PORTEFEUILLE BRUT 2010 - VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION**

Type d'institution	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	Commerce	Services	Consommation	Logement	Education
CEC	1,177,300,461	136,317,388	657,251,045	16,497,020	157,024,388	186,396,141	23,814,480
Banque	1,433,164,650	46,313,282	1,189,792,446	125,121,420	67,328,427	4,235,367	373,709
ONG	159,936,197	4,270,985	147,496,406	4,229,906	2,305,269	-	1,633,631
Autres	907,750,422	14,013,825	858,917,203	33,219,394	400,000	400,000	800,000
<b>Total</b>	<b>3,678,151,731</b>	<b>200,915,480</b>	<b>2,853,457,099</b>	<b>179,067,740</b>	<b>227,058,084</b>	<b>191,031,508</b>	<b>26,621,819</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>	<b>5.46%</b>	<b>77.58%</b>	<b>4.87%</b>	<b>6.17%</b>	<b>5.19%</b>	<b>0.72%</b>

Au 30/2010

**TABLEAU 10A: PORTEFEUILLE BRUT 2010 - VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION**

Type d'institution	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	commerce	Services	Consommation	logement	Education
CEC-Type 1	834,300,234	105,992,243	444,838,041	13,271,458	112,862,079	134,690,682	22,645,731
CEC-Type 2	297,542,117	26,748,777	174,849,364	2,838,175	42,431,890	49,532,311	1,141,599
CEC-Type 3	29,518,829	3,551,432	21,649,293	387,387	1,730,420	2,173,148	27,150
CEC-Type 4	15,939,282	24,936	15,914,346	-	-	-	-
Banque	1,433,164,650	46,313,282	1,189,792,446	125,121,420	67,328,427	4,235,367	373,709
ONG	159,936,197	4,270,985	147,496,406	4,229,906	2,305,269	-	1,633,631
Autres	907,750,422	14,013,825	858,917,203	33,219,394	400,000	400,000	800,000
<b>Total</b>	<b>3,678,151,731</b>	<b>200,915,480</b>	<b>2,853,457,099</b>	<b>179,067,740</b>	<b>227,058,084</b>	<b>191,031,508</b>	<b>26,621,819</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>	<b>5.46%</b>	<b>77.58%</b>	<b>4.87%</b>	<b>6.17%</b>	<b>5.19%</b>	<b>0.72%</b>

Au 30/09/2010

**TABLEAU 11: PORTEFEUILLE BRUT 2010 - VENTILATION PAR LOCALITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION**

Type d'institution	Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires			
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zone rurale
CEC	1,177,300,461	214,479,445	779,188,058	183,632,958
Banque	1,433,164,650	885,726,482	420,345,802	127,092,367
ONG	159,936,197	81,261,392	52,043,977	26,630,828
Autres	907,750,422	428,089,677	76,383,210	403,277,536
<b>Total</b>	<b>3,678,151,731</b>	<b>1,609,556,996</b>	<b>1,327,961,046</b>	<b>740,633,688</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>	<b>43.76%</b>	<b>36.10%</b>	<b>20.14%</b>

Au 30/09/2010

**TABLEAU 11A: PORTEFEUILLE BRUT 2010 - VENTILATION PAR LOCALITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION**

	<b>Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires</b>			
	<b>Total</b>	<b>Port-au-Prince</b>	<b>Villes de province</b>	<b>Zones rurales</b>
<b>Type d'institution</b>				
CEC-Type 1	779,352,321	177,177,276	500,936,112	101,238,934
CEC-Type 2	288,798,038	48,531,244	198,600,312	41,666,482
CEC-Type 3	22,301,737	-	22,301,737	-
CEC-Type 4	15,939,282	-	-	15,939,282
Banque	1,304,747,068	786,094,039	518,653,029	-
ONG	165,827,969	99,661,089	52,708,809	13,458,072
Autres	907,750,422	428,089,677	76,383,210	403,277,536
<b>Total</b>	<b>3,383,336,425</b>	<b>1,436,975,214</b>	<b>1,377,348,589</b>	<b>569,012,621</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100.00%</b>	<b>42.47%</b>	<b>40.71%</b>	<b>16.82%</b>

Au 30/09/2010

## ENCADRE 1: SYNTHÈSE : CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES, ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF DE L'ÉCHANTILLON

### Institutions de microfinance en Haïti: Caractéristiques institutionnelles et outreach

	2010	2009	Ventilation des indicateurs de 2010 par type d'institution						
			CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres
<b>Données macro-économiques</b>									
Taux d'inflation	4.70%	-4.70%							
Taux de change	39.74	41.77							
Revenus per capita en USD	723.67	701.88							
Revenu per capita (gourdes nominales)	28,759	29,320							
Population totale d'IMF	196	196	13	44	100	18	4	10	7
Taille de l'échantillon de l'étude	83	83	13	30	6	18	4	7	5
<b>Données relatives à l'échantillon de 83 institutions en 2010</b>									
<b>Caractéristiques institutionnelles</b>									
<b>Age moyen des institutions en (microfinance)</b>	16.8	15.6	20.4	15.3	26.2	14.8	11.0	17.4	15.8
Taille du bilan consolidée	6,738,396,668	5,139,546,467	1,612,668,338	534,996,729	61,103,087	15,595,784	1,655,020,883	224,937,719	2,634,074,128
Taille moyenne du bilan par institution	81,185,502	61,922,247	124,051,411	17,833,224	10,183,848	866,432	413,755,221	32,133,960	526,814,826
Nombre total d'employés (consolidé)	2,807	2,732	321	257	34	38	607	308	1,242
Nombre moyen d'employés par institution	34	33	25	9	6	2	152	44	248
Nombre total de succursales (consolidé)	245	243	21	33	6	18	51	39	77
Nombre moyen de succursales par institution	3.0	2.9	1.6	1.1	1.0	1.0	12.8	5.6	15.4
Nombre de succursales en dehors de Port-au-Prince	177	176	17	28	4	18	27	24	59
Nombre de succursales en zones rurales	66	59	4	4	0	0	7	10	41
Nombre de succursales dans les villes de province	111	117	13	24	4	18	20	14	18
<b>Outreach</b>									
Nombre total d'emprunteurs (consolidé)	145,589	165,645	12,751	8,707	1,252	2,517	22,537	21,039	76,786
Nombre moyen d'emprunteurs par institution	1,754	1,996	981	290	209	140	5,634	3,006	15,357
% d'emprunteurs de sexe féminin	74.19%	75.66%	38.70%	43.54%	45.37%	45.09%	55.73%	82.29%	88.19%
Volume consolidé du portefeuille brut	3,678,151,731	3,387,054,808	834,300,234	297,542,117	29,518,829	15,939,282	1,433,164,650	159,936,197	907,750,422

## ENCADRE 1: SYNTHÈSE (SUITE)

### Caractéristiques institutionnelles, étendue et portée des opérations des IMF de l'échantillon

	2010	2009	CEC-Type 1	'CEC-Type 2	.CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres
Portefeuille brut moyen par institution	44,315,081	40,807,889	64,176,941	9,918,071	4,919,805	885,516	358,291,163	22,848,028	181,550,084
Portefeuille moyen par emprunteur	25,264	20,448	65,430	34,173	23,577	6,333	63,592	7,602	11,822
% du Portefeuille brut allant aux femmes	49.06%	50.39%	29.87%	31.65%	35.87%	45.10%	46.20%	73.16%	73.19%
% du Portefeuille brut allant au commerce	77.58%	76.39%	53.32%	58.76%	73.34%	99.84%	83.02%	92.22%	94.62%
% du Portefeuille brut allant à la production	5.46%	6.20%	12.70%	8.99%	12.03%	0.16%	3.23%	2.67%	1.54%
% du Portefeuille brut allant aux services	4.87%	4.80%	1.59%	0.95%	1.31%	0.00%	8.73%	2.64%	3.66%
% du Portefeuille brut allant à la consommation	6.17%	6.44%	13.53%	14.26%	5.86%	0.00%	4.70%	1.44%	0.04%
% du Portefeuille brut allant au logement	5.19%	5.26%	16.14%	16.65%	7.36%	0.00%	0.30%	0.00%	0.05%
% du Portefeuille brut allant à l'éducation	0.72%	0.90%	2.71%	0.38%	0.09%	0.00%	0.03%	1.02%	0.09%
% du portefeuille concentré à Port-au-Prince	43.76%	42.53%	19.57%	16.20%	10.06%	0.00%	61.80%	50.81%	47.16%
% du portefeuille dans les ville de province	36.10%	40.67%	65.79%	69.56%	79.00%	0.00%	29.33%	32.54%	8.41%
% du portefeuille allant au monde rural	20.14%	16.80%	14.64%	14.24%	10.94%	100.00%	8.87%	16.65%	44.43%
Nombre total de déposants (consolidé)	581,053	549,787	191,746	116,117	16,381	2,136	6,828	23,184	224,661
Nombre moyen de déposants par institution	7,001	6,624	14,750	3,871	2,730	119	1,707	3,312	44,932
% de déposants volontaires	93.17%	89.35%	93.39%	93.60%	93.65%	12.17%	100.00%	43.36%	98.42%
Volume consolidé de dépôt	2,539,225,389	1,997,982,217	1,095,229,939	389,786,309	51,121,404	3,012,858	14,847,874	35,240,111	949,986,893
Volume moyen de dépôts par institution	30,593,077	24,072,075	84,248,457	12,992,877	8,520,234	167,381	3,711,969	5,034,302	189,997,379
Volume moyen de dépôts par déposant	4,370	3,634	5,712	3,357	3,121	1,411	2,175	1,520	4,229

### 3. ASPECTS MANAGERIAUX

La qualité de la gouvernance des IMF est analysée sur la base des critères suivants :

L'existence des organes de gestion et de contrôle

Une gestion administrative moderne

L'utilisation d'outils appropriés de gestion financière

La qualité du processus du crédit (*credit process*)

#### 1. L'EXISTENCE D'ORGANE DE GESTION ET DE CONTROLE

Les IMF de l'enquête ont entre 2 et 4 niveaux de management (soit une moyenne de 3.2) elles sont pour la plupart dotées d'un conseil d'administration composé, en moyenne, de 6.2 membres qui se réunissent au moins une fois par mois en vue de prendre les grandes décisions. Dans certains cas, les réunions se font jusqu'à 2 fois par mois. Le conseil d'administration est assisté le plus souvent d'un ensemble de comités (crédit, surveillance, finance, etc.). Si le nombre de comités varie d'une institution à une autre, plus de 96% des IMF (80/83) ont un conseil d'administration et 73% un comité de crédit.

##### i. Gestion Administrative

La qualité de la gestion administrative des IMF est appréciée à partir de l'existence d'une culture d'utilisation des techniques et outils modernes de gestion tels que: la planification stratégique, les procédures administratives et comptables, l'existence d'un manuel de personnel et des programmes de formation du personnel. Sur cette base, 50 des 83 IMF étudiées ont une gestion administrative pouvant être qualifiée de très bonne ou au moins de bonne, c'est-à-dire remplissant les 4 conditions ci-dessus, alors que 24 sur 83 (29%) ont une gestion insuffisante.

##### ii. Gestion Financière

La gestion financière est analysée selon la même approche que la gestion administrative. Les critères utilisés à ce niveau sont: l'utilisation d'un budget et l'existence de mécanisme de contrôle budgétaire, l'établissement des projections financières, l'évaluation périodique de la situation et de la performance financière de l'institution, la vérification externe régulière des états financiers. Il paraît que la principale faiblesse des IMF réside à ce niveau, vu que seules 25 des 83 IMF ont une gestion financière pouvant être taxée de très bonne ou de bonne, alors que 40 souffrent d'insuffisance évidente à ce niveau.

##### iii. La qualité du processus de crédit « Credit Process »

La qualité du « Credit Process » est analysée seulement sur la base de l'existence:

1. des politiques de crédit clairement définies (fixant notamment des limites ou des frontières en matière de crédit)
2. des procédures de crédit écrites et régulièrement révisées (fixant notamment le mode et le processus d'évaluation des demandes de crédit, et le processus d'approbation des dossiers)
3. l'existence d'un comité de crédit fonctionnel
4. un personnel de crédit formé

Sur cette base, 31 IMF ont un bon *credit process*, sinon acceptable, alors que celui des 52 autres nécessitent de grandes améliorations.

TABLEAU 12: NOMBRE DE NIVEAUX DE MANAGEMENT ET FONCTIONNALITE DES ORGANES DE GESTION

	#niveaux de management	# de réunions du CA/an	#membres du CA	#IMFs ayant un CA	#IMF ayant un comité de crédit	Effectif total d'IMFs
<b>Type d'institution</b>						
CEC	3.2	14.2	6.4	65	48	65
Banque	3.8	5.3	4.3	3	4	3
ONG	2.7	16.3	6.5	4	4	7
Autres	3.0	3.8	6.0	4	2	5
<b>Ensemble du secteur</b>	<b>3.2</b>	<b>13.4</b>	<b>6.3</b>	<b>76</b>	<b>58</b>	<b>80</b>

TABLEAU 13: QUALITE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	Insuffisante	Total
<b>Type d'institution</b>					
CEC	43	2	3	17	65
Banque	2	0	0	1	3
ONG	3	2	1	1	7
Autres	2	0	0	3	5
<b>Ensemble du secteur</b>	<b>50</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>22</b>	<b>80</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>62.50%</b>	<b>5.00%</b>	<b>5.00%</b>	<b>27.50%</b>	<b>100.00%</b>

TABLEAU 14: QUALITE DE LA GESTION FINANCIERE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	insuffisante	Total
<b>Type d'institution</b>					
CEC	10	7	16	32	65
Banque	1	1	0	2	4
ONG	4	1	1	1	7
Autres	1	0	1	3	5
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>9</b>	<b>18</b>	<b>38</b>	<b>81</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>19.75%</b>	<b>11.11%</b>	<b>22.22%</b>	<b>46.91%</b>	<b>100.00%</b>

TABLEAU 15: QUALITE DU "CREDIT PROCESS" DANS SON ENSEMBLE

	Bon	acceptable	Insuffisant	Questionnable	Total
<b>Type d'institution</b>					
CEC	10	7	16	32	65
Banque	1	1	0	2	4
ONG	4	1	1	1	7
Autres	1	0	1	3	5

<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>9</b>	<b>18</b>	<b>38</b>	<b>81</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>19.75%</b>	<b>11.11%</b>	<b>22.22%</b>	<b>46.91%</b>	<b>100.00%</b>

## 4. ASPECTS MARKETING

Sur le plan marketing, les IMF de l'échantillon sont analysées sur la base de deux variables : le product-mix et la tarification.

### 1. LE PRODUCT-MIX

Le product-mix des IMF en Haïti ne se limite plus à des produits de crédit et d'épargne. Le secteur de la microfinance tend à se diversifier à la faveur des nouvelles technologies d'information et de communication. Les IMF offrent dans l'ensemble, au moins, cinq (5) autres produits et services tout en utilisant les technologies, dans certains cas, les plus modernes. A titre d'exemples : 25 IMF fournissent des services de change, 24 fournissent des services de chèque et 20 offrent des services de coffre fort. D'un autre côté, 33 (40%) utilisent le téléphone portable pour le recouvrement de créances (messages «sms », e-mail) et 23 (26%) sont totalement informatisés. Le tableau 16 présente la situation un peu plus détaillée.

#### i. Tarification des prêts et des dépôts

Les taux d'intérêt offert par les IMF sur les ressources de la clientèle sont, en moyenne, plus élevé que ceux offerts par les banques, mais ils varient en fonction du type d'épargne (épargne volontaire vs épargne forcée). Le taux sur l'épargne volontaire varie de 2 à 6% l'an, soit une moyenne de 2.5%

En ce qui concerne les IMF non coopératives, la rémunération des dépôts (provenant essentiellement des déposants obligés) n'est pas généralisée.

L'ensemble des IMF adopte, au niveau des prêts, des pratiques de tarification créant de grands écarts entre le taux nominal et le taux effectif. En effet, le taux nominal dans le secteur varie de 2% à 5%, le mois. Mais les frais de dossiers perçus en amont, les modalités de calcul des intérêts (*flat*, dans la plupart des cas), la maturité des prêts (6 mois, en moyenne) et l'obligation d'épargne parfois non rémunérée projettent le taux d'intérêt effectif à 72.5%. Ce taux effectif variant de 71 à 87% dépendant du type d'institution, reflète assez bien le niveau de risque dans le secteur, quand bien même il est caractérisé par une certaine progressivité à rebours (le taux est une fonction inverse de la durée du prêt, alors que ce devrait être tout le contraire).

TABLEAU 16: PRODUITS AUTRE QUE L'EPARGNE ET LE CREDIT OFFERTS PAR LES IMF EN HAÏTI – TARIFICATION DES CREDITS ET DES RESSOURCES

Marketing	Ensemble de l'échantillon		2009: type d'institution			
	2010	2009	CEC	Banque	ONG	Autres
<b>Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)</b>						
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	15	11	9	2	1	3
# d'inst. offrant le service de change	25	20	20	2	1	2
# d'inst. offrant le service d'assurance	6	4	1	2	1	2

Marketing	Ensemble de l'échantillon		2009: type d'institution			
# d'inst. offrant le service de chèque	24	20	22	1	1	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	20	17	19	1	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	0	1	0	0	0
<i>Technologies utilisées</i>						
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	2	2	2	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	2	1	1	1	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	33	29	26	2	3	2
# d'inst. utilisant les services intercaisse	1	1	1	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	4	2	1	0	2
# d'inst. utilisant les services informatisés	23	20	10	3	5	5
<i>Pricing effectif</i>						
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	72.50%	73.75%	70.70%	87.13%	81.08%	72.88%
Rémunération effective du passif	2.99%	2.67%	1.48%	2.31%	2.75%	4.81%

## 5. PERFORMANCE DES IMF ETUDIÉES

### 1. STRUCTURE FINANCIERE

Au 30 septembre 2010, le ratio des fonds propres des IMF de l'enquête est de 24.72% et s'écarte légèrement et défavorablement de son niveau de 25.28% en 2009. Ce ratio consolidé des 83 IMF de l'échantillon reste donc nettement au-dessus du seuil d'admissibilité réglementaire établi à 15% (norme de la BRH) pour les caisses d'épargne et de crédit. A noter que les sous-secteurs des CEC, des banques et des ONG sont tous caractérisés par l'adéquation de leurs fonds propres, en maintenant un niveau compris entre 24 et 59% tandis que l'ensemble des autres types d'institutions (fondations, associations et autres) ont conjointement un niveau de capitalisation de 16.06% contre 12.76% en 2009.

Les emprunts institutionnels représentent 34,30% de la structure du passif des IMF de l'étude, contrairement aux établissements de crédit traditionnels financés à plus de 90% par des dépôts. Cette situation est due au fait que les institutions de plus grande taille (les filiales et satellites de banque) ne reçoivent pas, de manière autonome, des dépôts. Elles sont financées par des dotations à titre de prêt, de la maison mère. Par ailleurs, les ONG et les associations, en dehors des fonds propres, sont financées presque exclusivement par des emprunts contractés auprès du secteur bancaire et autres institutions nationales et internationales

### 2. PERFORMANCE FINANCIERE

La performance financière est analysée sur la base de l'autosuffisance opérationnelle et financière et de la rentabilité de l'investissement (ROA et ROE).

### 3. AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE ET FINANCIERE.

L'ensemble des IMF de l'étude affiche un coefficient d'autosuffisance opérationnelle de 1.09, en 2010. Ce coefficient connaît une baisse de 11 points de pourcentage par rapport à 2009 où il était de 1.2. Ce coefficient est au-dessus de son seuil d'acceptabilité établi à l'unité (1) pour tous les types d'institutions, à l'exception des ONG pour lesquels il est établi à 0.81.

#### 4. RENTABILITE DE L'ACTIF (ROA) ET DES FONDS PROPRES (ROE)

En 2010, la rentabilité de l'investissement en termes d'actif de l'échantillon est de 3.12%. En ce qui concerne la rentabilité des fonds propres (ROE), elle est établie à 12.50%, soit une hausse de près de 13 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Il s'agit là d'une amélioration importante de performance, due essentiellement à la sortie du rouge de quelques grandes institutions appartenant au secteur non coopératif.

#### 5. RENDEMENT BRUT ET MARGE D'INTERMEDIATION

Le rendement brut du portefeuille, mesuré en rapportant les revenus bruts tirés des opérations de crédit au portefeuille brut moyen, est passé de 41.36% en 2009 à 45.77% en 2010. Cette hausse de près de 4 points de pourcentage a été largement suffisante pour compenser l'augmentation du coût moyen des dettes. En effet, le coût moyen du passif est passé de 2.67% en 2009 à 2.99% en 2010, laissant une marge d'intermédiation de 32.78%, en hausse de 4 points par rapport à 2009.

Le grand écart observé entre le taux d'intérêt effectivement chargé par les IMF (72.50%) et le taux de rendement brut du portefeuille (45.77%) reste toujours un sujet de préoccupation. Le rapport entre ces deux taux est de 63%, soit un écart de perceptions d'intérêt (différence entre les intérêts perçus et les intérêts facturés) de 37%. Ce qui suggère, à première vue, un taux de recouvrement brut relativement faible, ou un taux d'improductivité du portefeuille ou encore un portefeuille à risque plus élevé que ce qui a été déclaré (37% vs 13.07%) par les enquêtés. Cependant d'autres facteurs peuvent expliquer cet écart, dont :

- un volume important de prêts octroyé en fin d'exercice
- la pratique d'une comptabilisation des intérêts sur une base de caisse par bon nombre d'institutions
- un niveau élevé de prêts devenus réguliers à la faveur des restructurations ou des rééchelonnements
- un faible niveau de décaissement pour l'exercice ajouté à un volume important de prêts restructurés, entraînant des manques à gagner en frais de dossier et une baisse, par conséquent, du taux d'intérêt effectivement perçu.

A noter que le niveau apparemment élevé du taux d'intérêt effectif (72.50%) est justifié dans le secteur de la microfinance par le haut niveau de risques (secteur très sensible au contexte sociopolitique), le niveau élevé des coûts opérationnels par unité monétaire prêtée et aussi le coût des fonds. En effet, certaines institutions de microfinance (notamment les ONG et Associations) empruntent des banques aux conditions du « marché des prêts aux entreprises formelles » pour financer leurs opérations de crédit.

#### 6. EFFICIENCE OPERATIONNELLE

Une amélioration non négligeable de l'efficacité a été enregistrée au cours de l'exercice 2009-2010 dans le secteur de la microfinance. Les dépenses opérationnelles sont passées à 46.89% du portefeuille brut alors qu'elles en représentaient 27.22% en 2008-2009 et les dépenses opérationnelles par agence ou succursale sont passées de 3.8 millions de gourdes à 6.8 millions de gourdes, soit une augmentation de 79% par rapport à leur niveau de 2009.

## 7. PRODUCTIVITE DU PERSONNEL

Avec 52 emprunteurs et 1.3 millions de gourdes de portefeuille par employé en 2010, la productivité dans le secteur des IMF est encore faible, et en légère détérioration par rapport à 2009 (eu égard au nombre de prêts gérés par employés et non au volume) où chaque employé gérait 61 emprunteurs et un portefeuille de 1.29 million de gourdes. A noter que la productivité du personnel est de moins de 1/3 de celle de la plupart des pays de la Région. En effet, le nombre de prêts par employé de microfinance en République Dominicaine est de 194 et 194 au Mexique (réf : Mix Market).

## 8. QUALITE DE L'ACTIF

La qualité de l'actif est analysée sous l'angle de la qualité du portefeuille, du taux de l'actif sujet à risque et du taux de l'actif générateur de revenus (actif productif par nature).

### i. La qualité du portefeuille

La qualité du portefeuille consolidé des 83 IMF analysées s'est détériorée en 2010 par rapport à l'année antérieure, avec un taux de portefeuille à risque passé de 11.85% à 13.07%. Ce portefeuille à risque est provisionné à 71.09% et 76.29% respectivement en 2010 et 2009, sans compter près de 400 millions de gourdes de radiation. Pendant cette période, la qualité du portefeuille de l'ensemble du secteur bancaire haïtien a varié dans le même sens de celui des IMF, passant de 8.34% à plus de 15%.

### ii. Le taux de l'actif sujet à risque

Le taux de l'actif sujet à risque, dans une optique prudentielle, est le total de l'actif pondéré en utilisant les coefficients de pondération risque établis par les autorités prudentielles. Si dans le secteur bancaire haïtien, ce taux a atteint 37% en 2010 et 43% en 2009 en raison de la forte liquidité bancaire, de l'importance grandissante des bons BRH dans la structure du bilan des banques et la bonne couverture des prêts par des garanties extrinsèques prudentiellement admissibles, dans le secteur de la microfinance c'est tout le contraire. Le portefeuille de prêts représente l'essentiel de l'actif ou des investissements, et la couverture des prêts par des garanties admissibles n'est pas de pratique courante dans le secteur de la microfinance. Ainsi, le taux de l'actif sujet à risque est de 66% pour les 83 institutions de l'enquête. Ce qui suggère que, dans une perspective prudentielle, le risque de crédit auquel s'exposent les IMF est 1.53 fois plus élevé que celui du secteur des banques commerciales.

### iii. Taux d'actifs générateurs de revenus

54.87% des ressources des IMF sont investies dans des actifs générateurs de revenus par nature, notamment le portefeuille de crédit qui absorbe 50.27% de l'ensemble des ressources des 83 IMF de l'échantillon. Les placements productifs d'intérêt, de leur côté, représentant 4.6% de l'actif total. En ce qui concerne les actifs improductifs par nature (encaisse, immobilisations, autres actifs), ils comptent pour 45% du total brut, avec une certaine prédominance des liquidités (29% de l'actif). A noter que le niveau de liquidités des CEC est dû essentiellement au fait qu'elles sont ssujetties désormais aux obligations de réserves imposées par les autorités prudentielles.

## 6. APPORT SOCIO-ECONOMIQUE DIRECT

L'apport socio-économique direct des IMF étudiées est analysé sur la base des emplois directs créés, de la valeur ajoutée directe générée et des revenus de salaires distribués, notamment en milieux défavorisés.

### 1. EMPLOIS DIRECTS

Les 81 institutions étudiées emploient un total de 2,721 personnes dont 1,836 hommes et 885 femmes, percevant un salaire global de 485.7 millions de gourdes. A ces 2,721 emplois, il convient d'ajouter le

nombre d'emprunteurs, vu qu'en microcrédit le signataire est le premier et dans certains cas, le seul employé de l'entreprise. Autant dire que les IMF de l'échantillon sont génératrices d'un total de 168,066 emplois directs, soit une moyenne de 2,075 emplois par institution. A noter que c'est par conservatisme que seul le nombre d'emprunteurs est ajouté au nombre d'emplois directs, considérant que certaines micro-entreprises bénéficiaires emploient d'autres personnes que le propriétaire.

## 2. VALEUR AJOUTEE GENEREE ET REVENUS DE SALAIRES

La valeur ajoutée d'une institution financière est représentée par son produit net bancaire, c'est-à-dire la différence entre les revenus bruts perçus et les charges d'intérêts. En ce sens, les IMF de l'étude créent une valeur ajoutée directe (compte non tenu de la valeur ajoutée des bénéficiaires de crédit) de 2.2 milliards de gourdes. Un total de 0.72 milliard de cette valeur ajoutée (soit 33%) rémunère des employés de ces IMF, d'où un revenu par employé de 258,432 gourdes, soit 9 fois le revenu per capita en Haïti en 2010, d'après les statistiques officielles et provisoires.

ENCADRE 2: SYNTHÈSE DES RESULTATS DE D'ECHANTILLON : PERFORMANCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2009 par type d'institution			
	2010	2009	CEC	Banque	ONG	Autres
<b>Structure financière</b>						
Ratio de capitalisation	24.72%	25.37%	23.90%	35.01%	58.45%	16.06%
Coefficient de levier financier	4.05	3.94	4.18	2.86	1.71	6.23
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	69.0%	59.0%	130.7%	1.0%	22.0%	104.7%
Rapport Dépôts/Total ressources	37.7%	38.8%	69.2%	0.9%	15.7%	36.1%
Ratio Dépôts/Total du passif	50.1%	52.0%	90.9%	1.4%	37.7%	43.0%
Endettement financier institutionnel	34.3%	39.8%	0.4%	91.8%	34.5%	32.3%
<b>Performance financière</b>						
ROA	3.12%	4.50%	3.45%	5.30%	-9.34%	2.44%
ROE	12.50%	17.75%	14.24%	15.70%	-15.68%	16.37%
Autosuffisance opérationnelle	1.09	1.20	1.25	1.13	0.81	1.05
<b>Marge et rendement</b>						
Marge nette	8.05%	16.53%	19.95%	11.35%	-23.51%	4.46%
Taux de rendement brut de l'actif	38.82%	27.24%	17.30%	46.67%	39.74%	54.75%
Taux de rendement brut du portefeuille	45.77%	41.36%	30.50%	57.29%	112.24%	67.35%
Taux de rendement réel du portefeuille	39.22%	48.33%	24.64%	50.23%	102.71%	59.84%
Coût moyen des dettes	2.99%	2.67%	1.48%	2.31%	2.75%	4.81%
Marge brute d'intermédiation	42.78%	38.69%	29.02%	54.97%	109.49%	62.54%
<b>Efficiences opérationnelles</b>						
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	46.89%	27.22%	18.92%	39.80%	48.01%	95.33%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	20.26%	14.35%	7.90%	18.58%	33.21%	36.98%
Coût opérationnel par emprunteur	10,644	5,565	8,711	21,258	3,507	9,862
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.28	0.18	0.10	0.34	0.35	0.41
Coût opérationnel par agence	6,788,578	3,793,666	2,791,508	10,578,660	2,005,108	10,750,935

## ENCADRE 2: SYNTHÈSE (SUITE)

### Performance des institutions de microfinance

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2009 par type d'institution			
	2010	2009	CEC	Banque	ONG	Autres
<b>Productivité</b>						
Nombre d'emprunteurs par employé	52	61	39	37	68	62
Portefeuille brut par employé	1,310,350	1,239,771	1,811,231	2,361,062	519,273	730,878
Nombre d'épargnants volontaires par employé	193	180	467	11	33	178
Volume d'épargne volontaire par employé	783,169	604,234	1,886,586	24,461	25,864	764,300
<b>Qualité du portefeuille</b>						
Pourcentage du portefeuille à risque	13.07%	11.85%	19.83%	8.05%	28.42%	9.52%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	71.09%	76.29%	52.85%	134.61%	76.56%	32.71%
Taux de l'actif générateur de revenus	53.94%	66.29%	49.85%	79.62%	61.41%	40.61%
<b>Performance socio-économique</b>						
Revenus bruts générés par les IMF de l'échantillon	2,306,236,693	1,400,917,747	361,323,138	752,532,418	89,695,795	1,102,685,342
Valeur ajoutée directe	2,173,104,851	1,298,252,190	337,908,306	727,814,351	87,190,256	1,020,191,938
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	32.94%	37.45%	26.75%	34.94%	62.04%	31.07%
Valeur ajoutée directe par institution	26,181,986	15,641,593	5,043,408	181,953,588	12,455,751	204,038,388
Rémunération par employé	258,432	177,944	141,703	407,844	176,777	263,675
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays	9.0	6.1	4.9	14.2	6.1	9.2
<b>Marketing</b>						
<i>Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)</i>						
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	15	11	9	2	1	3
# d'inst. offrant le service de change	25	20	20	2	1	2
# d'inst. offrant le service d'assurance	6	4	1	2	1	2
# d'inst. offrant le service de chèque	24	20	22	1	1	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	20	17	19	1	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	0	1	0	0	0

## ENCADRE 2: SYNTHÈSE (SUITE)

### Performance des institutions de microfinance

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2009 par type d'institution			
	2010	2009	CEC	Banque	ONG	Autres
<i>Technologies utilisées</i>						
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	2	2	2	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	2	1	1	1	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	33	29	26	2	3	2
# d'inst. utilisant les services intercaisse	1	1	1	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	4	2	1	0	2
# d'inst. utilisant les services informatisés	23	20	10	3	5	5
<i>Pricing effectif</i>						
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	72.50%	73.75%	70.70%	87.13%	81.08%	72.88%
Rémunération effective du passif	2.99%	2.67%	1.48%	2.31%	2.75%	4.81%
<b>Gouvernance et caractéristiques managériales</b>						
<b>Nombre de niveaux de management</b>	3	3	3	4	3	3
<b>Nombre d'institutions ayant un CA</b>	80	74	67	4	4	5
<b>Nombre d'institutions ayant un comité de crédit</b>	61	54	50	4	4	3
<b>Nombre de réunions du CA par années</b>	13	14	14	2	16	5
<b>Nombre de membres du CA</b>	6	6	6	4	7	5
<b>Qualité du système de gestion administrative</b>						
Très bonne (nombre d'institutions)	50/83	46/80	43/67	2/4	3/7	2/5
Bonne	4/83	4/80	2/67	0/4	2/7	0/5
Moyenne	4/83	5/80	3/67	0/4	1/7	0/5
Nécessitant des profondes améliorations	24/83	22/80	19/67	1/4	1/7	3/5
<b>Qualité du système de gestion financière</b>						
Très bonne (nombre d'institutions)	16/83	14/80	10/67	1/4	4/7	1/5
Bonne	9/83	7/80	7/67	1/4	1/7	0/5
Moyenne	18/83	22/80	16/67	0/4	1/7	1/5
Nécessitant des profondes améliorations	40/83	37/80	34/67	2/4	1/7	3/5
<b>Qualité du "credit process" dans son ensemble</b>						
Bon	20/83	20/80	15/67	2/4	3/7	0/5
Acceptable	11/83	13/80	8/67	0/4	2/7	1/5
Insuffisant	17/83	18/80	15/67	0/4	1/7	1/5
Questionnable	35/83	29/80	29/67	2/4	1/7	3/5

**ENCADRE 2 A : COMPARAISON TEMPORELLE DE LA PERFORMANCE DU SECTEUR SUR LA BASE DE L'ECHANTILLON**

	<b>Ensemble de l'échantillon</b>				
	2010	2009	2008	2007	2006
<b>Structure financière</b>					
Ratio de capitalisation	24.72%	25.37%	23.44%	26.10%	25.20%
Coefficient de levier financier	4.05	3.94	426.58%	3.83	3.97
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	69.0%	59.0%	57.51%	48.89%	49.89%
Rapport Dépôts/Total ressources	37.7%	38.8%	36.82%	33.53%	32.76%
Ratio Dépôts/Total du passif	50.1%	52.0%	48.11%	46.36%	44.88%
Endettement financier institutionnel	34.3%	39.8%	45.26%	49.10%	49.07%
<b>Performance financière</b>					
ROA	3.12%	4.50%	1.54%	5.23%	8.90%
ROE	12.50%	17.75%	6.59%	18.90%	32.90%
Autosuffisance opérationnelle	1.09	1.20	1.05	1.16	1.40
<b>Marge et rendement</b>					
Marge nette	8.05%	16.53%	4.88%	13.71%	28.41%
Taux de rendement brut de l'actif	38.82%	27.24%	31.64%	38.15%	31.31%
Taux de rendement brut du portefeuille	45.77%	41.36%	49.48%	55.62%	47.61%
Taux de rendement réel du portefeuille	39.22%	48.33%	24.77%	44.09%	31.32%
Coût moyen des dettes	2.99%	2.67%	3.72%	5.13%	3.85%
Marge brute d'intermédiation	42.78%	38.69%	45.76%	50.49%	43.76%
<b>Efficience opérationnelle</b>					
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	46.89%	27.22%	38%	36.90%	26.20%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	20.26%	14.35%	20%	17.67%	15.22%
Coût opérationnel par emprunteur	10,644	5,565	6,908	6,293	4,695
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.28	0.18	24%	0.25	0.17
Coût opérationnel par agence	6,788,578	3,793,666	5,042,806	4,716,179	2,815,875
<b>Productivité</b>					
Nombre d'emprunteurs par employé	52	61	64	68	54
Portefeuille brut par employé	1,310,350	1,239,771	1,181,953	1,153,664	970,092
Nombre d'épargnants volontaires par employé	193	180	170	138	74
Volume d'épargne volontaire par employé	783,169	604,234	568,495	455,834	396,568

## ENCADRE 2 A : COMPARAISON TEMPORELLE DE LA PERFORMANCE DU SECTEUR SUR LA BASE DE L'ECHANTILLON (SUITE)

	<i>Ensemble de l'échantillon</i>				
	2010	2009	2008	2007	2006
<b>Qualité du portefeuille</b>					
Pourcentage du portefeuille à risque	13.07%	11.85%	14.50%	12.34%	11.26%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	71.09%	76.29%	44.75%	75.39%	68.11%
Taux de l'actif générateur de revenus	53.94%	66.29%	71.49%	71.31%	73.76%
<b>Performance socio-économique</b>					
Revenus bruts générés par les IMF de l'échantillon	2,306,236,693	1,400,917,747	1,543,886,854	1,563,710,705	1,125,451,273
Valeur ajoutée directe	2,173,104,851	1,298,252,190	1,405,144,488	1,411,601,361	1,024,348,679
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	32.94%	37.45%	45.41%	35.19%	35.12%
Valeur ajoutée directe par institution	26,181,986	15,641,593	17,347,463	17,645,017	13,132,675
Rémunération par employé	258,432	177,944	241,722	203,843	147,607
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays	9.0	6.1	7.7	7.17	6.3
<b>Marketing</b>					
<i>Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)</i>					
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	15	11	11	9	9
# d'inst. offrant le service de change	25	20	20	19	19
# d'inst. offrant le service d'assurance	6	4	4	4	4
# d'inst. offrant le service de chèque	24	20	20	19	19
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	20	17	17	16	16
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	0	0	0	0
<i>Technologies utilisées</i>					
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	2	2	2	2	2
# d'inst. utilisant la technologie portable	2	1	1	1	1
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	33	29	29	26	26
# d'inst. utilisant les services intercaisse	1	1	1	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	4	4	3	3
# d'inst. utilisant les services informatisés	23	20	20	19	19

## ENCADRE 2 A : COMPARAISON TEMPORELLE DE LA PERFORMANCE DU SECTEUR SUR LA BASE DE L'ECHANTILLON (SUITE)

	<b>Ensemble de l'échantillon</b>				
	2010	2009	2008	2007	2006
<i>Pricing effectif</i>					
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	72.50%	73.75%	74.34%	73.81%	73.81%
Rémunération effective du passif	2.99%	2.67%	3.72%	5.13%	3.85%
<b>Gouvernance et caractéristiques managériales</b>					
<b>Nombre de niveaux de management</b>	3	3	3	3	3
<b>Nombre d'institutions ayant un CA</b>	80	74	74	74	74
<b>Nombre d'institutions ayant un comité de crédit</b>	61	54	54	55	55
<b>Nombre de réunions du CA par années</b>	13	14	14	12	12
<b>Nombre de membres du CA</b>	6	6	6	6	6
<b>Qualité du système de gestion administrative</b>					
Très bonne (nombre d'institutions)	50/83	46/80	46/80	57/80	57/81
Bonne	4/83	4/80	4/80	3/80	3/81
Moyenne	4/83	5/80	5/80	0/80	0/81
Nécessitant des profondes améliorations	24/83	22/80	22/80	20/80	20/81
<b>Qualité du système de gestion financière</b>					
Très bonne (nombre d'institutions)	16/83	14/80	14/80	16/80	16/81
Bonne	9/83	7/80	7/80	6/80	6/81
Moyenne	18/83	22/80	22/80	20/80	20/81
Nécessitant des profondes améliorations	40/83	37/80	37/80	38/80	38/81
<b>Qualité du "credit process" dans son ensemble</b>					
Bon	20/83	20/80	20/80	23/80	23/81
Acceptable	11/83	13/80	13/80	13/80	13/81
Insuffisant	17/83	18/80	18/80	15/80	15/81
Questionnable	35/83	29/80	29/80	29/80	29/81

# V. ANALYSE INFÉRENTIELLE

Il s'agit maintenant d'inférer les données de l'échantillon à la population totale des IMF formelles. Cette analyse se fait en trois (3) étapes.

La première étape consiste à identifier les indicateurs au niveau desquels nous estimons la taille du marché ou du secteur de la microfinance.

La deuxième étape consiste à calculer les résultats moyens de l'échantillon pour chacun des indicateurs, et pour chaque sous population.

Dans la troisième étape, les résultats moyens des indicateurs sont multipliés par la sous population correspondante avant leur sommation.

## 1. LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHÉ RETENUS

Le marché formel de la microfinance (marché actuel) sera quantifié sur la base des indicateurs suivants :

L'actif total ou la taille du bilan consolidé

Le portefeuille brut et le nombre d'emprunteurs

Le volume d'épargne et le nombre d'épargnants

Les revenus bruts générés par le secteur

Les bénéfices générés

Le nombre d'emplois créés ou garantis

La valeur ajoutée directe.

## 2. LES CHIFFRES MOYENS DE L'ÉCHANTILLON AU NIVEAU DES INDICATEURS RETENUS

Les chiffres moyens font l'objet de l'encadré 3. A remarquer qu'un chiffre moyen est calculé pour chaque type institution de l'échantillon et que les caisses d'épargne et de crédit sont éclatées en quatre sous-populations : les grandes caisses (type 1), les caisses moyennes bénéficiaires d'encadrement technique (type 2), les caisses non encadrées (type 3), les petites caisses du Nord-Ouest encadrées par KNFP (type 4).

Cette approche est justifiée par l'hétérogénéité du sous-secteur, associée au caractère non aléatoire de l'échantillon. En effet, une moyenne générale basée sur un échantillon non aléatoire de caisses d'épargne et de crédit risquerait d'être non représentative de la sous-population. En témoigne le grand écart existant entre les chiffres moyens enregistrés au niveau de différents types de caisse.

## 3. ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHÉ SELON DIFFÉRENTS CRITÈRES

L'encadré 4 présente d'abord l'effectif total des différentes strates de la population d'IMF, puis la taille du marché par strate selon différents critères et enfin, la taille globale du marché.

## 1. TAILLE ET REPARTITION DU MARCHE EN TERMES D'ACTIF, DE PORTEFEUILLE ET D'EPARGNE.

Au 30 septembre 2010, l'actif total du secteur formel de la microfinance s'élève à 9.1 milliards de gourdes et est réparti entre 196 institutions regroupées en quatre catégories (CEC, IMF affiliées aux banques, ONG, et autres). Les IMF affiliées aux banques qui sont actuellement au nombre de 4 contrôlent 18.68% de l'actif total du secteur.

Le portefeuille brut du secteur est estimé à 4.7 milliards de gourdes, pour 208,998 emprunteurs environ. En ce qui concerne l'épargne, au 30 septembre 2010, le secteur a collecté 3.92 milliards de gourdes auprès de 991,677 déposants environ. Comme le montre le tableau 17, le portefeuille et l'épargne n'ont pas forcément la même structure par type d'institution. Les CEC qui sont au nombre de 175 contrôlent 37.75% du portefeuille et 64.40% des dépôts. Alors que les quatre (4) IMF liées aux banques contrôlent 30.42% du portefeuille.

Il paraît que si les CEC sont responsables du niveau élevé des déposants, la responsabilité du grand nombre des emprunteurs est attribuable aux IMF classées dans la catégorie « Autres » (Fondations/Associations/Autres), lesquelles comptent 51.44% de l'effectif des emprunteurs du secteur.

TABLEAU 17: STRUCTURE DU SECTEUR EN 2010

Volume (en HTG)				
Type d'IMF	Poertefeuille	%	Dépôts	%
<u>CEC</u>	1,778,615,104	37.75%	2,523,111,576	64.39%
<u>Banques</u>	1,433,164,650	30.42%	14,847,874	0.38%
<u>ONG</u>	228,480,282	4.85%	50,343,016	1.28%
<u>Autres</u>	1,270,850,591	26.98%	1,329,981,650	33.94%
<b>Total</b>	<b>4,711,110,626</b>	<b>100.00%</b>	<b>3,918,284,116</b>	<b>100.00%</b>
Structure du secteur	#emprunteurs	%	#déposants	%
<u>CEC</u>	48,905	23.40%	637,204	64.26%
<u>Banques</u>	22,537	10.78%	6,828	0.69%
<u>ONG</u>	30,056	14.38%	33,120	3.34%
<u>Autres</u>	107,500	51.44%	314,525	31.72%
<b>Total</b>	<b>208,998</b>	<b>100.00%</b>	<b>991,677</b>	<b>100.00%</b>

## 2. REVENUS BRUT GENERES ET PROFITS REALISES

Pour l'exercice 2009- 2010, les revenus bruts annuels générés par le secteur atteignent 2.9 milliards de gourdes (y compris les revenus hors-crédit), soit une augmentation de 65.71% par rapport à l'exercice 2009-2010. Le profit réalisé avant impôt s'élève à 232.8 millions de gourdes, soit une baisse plus de 16% par rapport à l'exercice précédent. Autant dire que 2010 a été loin d'être une mauvaise année pour le secteur, contrairement à toute attente. Il faut dire aussi que le secteur a bénéficié d'importantes subventions post-séisme pouvant avoisiner un milliard de gourdes tel que révélé par des informateurs internes. Ce que l'étude n'a pas pu vérifier avec certitude, cependant, les données collectées ont permis

d'identifier des institutions reportant des revenus classés dans la catégories « autres », variant de 200 à 550 millions de gourdes

Le tableau 19 présente le compte d'exploitation consolidé et simplifié du secteur.

### 3. VALEUR AJOUTEE ET EMPLOIS

Le secteur de la microfinance (composante formelle) génère pour 2010 une valeur ajoutée directe de 2.7 milliards de gourdes, soit plus de 1% du PIB. Il emploie directement 4,088 personnes. Ainsi, lorsqu'on compte les 208,998 emprunteurs, on peut évaluer le nombre d'emplois créés et/ou stabilisés à 213,086.

ENCADRE 3: ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS CRITERES : LES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON PAR IMF

	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
<b>Nombre de déposants</b>	<b>14,750</b>	<b>3,871</b>	<b>2,730</b>	<b>119</b>	<b>1,707</b>	<b>3,312</b>	<b>44,932</b>	<b>71,420</b>
Nombre de déposants volontaires	13,774	3,623	2,557	14	1,707	1,436	44,223	67,334
Nombre de déposés obligés	975	248	173	104	-	1,876	709	4,086
<b>Nombre d'emprunteurs</b>	<b>981</b>	<b>290</b>	<b>209</b>	<b>140</b>	<b>5,634</b>	<b>3,006</b>	<b>15,357</b>	<b>25,617</b>
Hommes	601	164	114	77	2,494	532	1,813	5,796
Femmes	380	126	95	63	3,140	2,473	13,544	19,821
<b>Nombre d'agences ou bureaux</b>	<b>1.62</b>	<b>1.1</b>	<b>1.0</b>	<b>1.0</b>	<b>12.8</b>	<b>5.6</b>	<b>15.4</b>	
<b>Volume de dépôts</b>	<b>84,248,457</b>	<b>12,992,877</b>	<b>8,520,234</b>	<b>231,758</b>	<b>3,711,969</b>	<b>5,034,302</b>	<b>189,997,379</b>	<b>304,736,975</b>
Volume de dépôts volontaires	66,501,857	10,585,746	7,134,814	105,817	3,711,969	1,138,036	189,852,029	279,030,267
Volume de dépôts obligatoires	17,746,600	2,407,131	1,385,421	125,941	-	3,896,265	145,350	25,706,708
Portefeuille brut	64,176,941	9,918,071	4,919,805	885,516	358,291,163	22,848,028	181,550,084	642,589,607
Actif total	124,051,411	17,833,224	10,183,848	866,432	413,755,221	32,133,960	526,814,826	1,125,638,921
Revenus bruts	21,055,634	2,529,214	1,175,566	259,449	188,133,105	12,813,685	220,537,068	446,503,720
Bénéfinet net	4,940,696	225,791	355,945	(58,037)	21,353,602	(3,012,023)	9,834,323	33,640,298
<b>Apport socio-économique</b>								
Nombre d'emplois directs	25	9	6	2	152	44	248	485
Valeur ajoutée	19,899,674	2,306,130	1,092,597	192,947	181,953,588	12,455,751	204,038,388	421,939,075

ENCADRE 4: CALCUL DE TAILLE DU MARCHÉ AU 30/9/10 A PARTIR DES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON ET DE LA POPULATION TOTALE

<b>Population totale d'IMFs</b>	<b>13</b>	<b>44</b>	<b>100</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>196</b>
<b>Calcul de la taille du marché</b>	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
<b>Nombre de déposants</b>	<b>191,746</b>	<b>170,305</b>	<b>273,017</b>	<b>2,136</b>	<b>6,828</b>	<b>33,120</b>	<b>314,525</b>	<b>991,677</b>
– Nombre de déposants volontaires	179,066	159,397	255,683	260	6,828	14,360	309,562	<b>925,157</b>
– Nombre de déposés obligés	12,680	10,908	17,333	1,876	-	18,760	4,963	<b>66,520</b>
<b>Nombre d'emprunteurs</b>	<b>12,751</b>	<b>12,770</b>	<b>20,867</b>	<b>2,517</b>	<b>22,537</b>	<b>30,056</b>	<b>107,500</b>	<b>208,998</b>
– Hommes	7,817	7,210	11,400	1,382	9,977	5,324	12,692	<b>55,803</b>
– Femmes	4,934	5,560	9,467	1,135	12,560	24,731	94,808	<b>153,195</b>
<b>Volume de dépôts</b>	<b>1,095,229,939</b>	<b>571,686,587</b>	<b>852,023,400</b>	<b>4,171,650</b>	<b>14,847,874</b>	<b>50,343,016</b>	<b>1,329,981,650</b>	<b>3,918,284,116</b>
– Volume de dépôts volontaires	864,524,142	465,772,838	713,481,350	1,904,705	14,847,874	11,380,363	1,328,964,200	<b>3,400,875,471</b>
– Volume de dépôts obligatoires	230,705,797	105,913,750	138,542,050	2,266,945	-	38,962,653	1,017,450	<b>517,408,645</b>
<b>Nombre d'agences ou bureaux</b>	<b>21.00</b>	<b>48.40</b>	<b>100.00</b>	<b>18.00</b>	<b>51.00</b>	<b>55.71</b>	<b>107.80</b>	<b>402</b>
Portefeuille brut	834,300,234	436,395,105	491,980,483	15,939,282	1,433,164,650	228,480,282	1,270,850,591	4,711,110,626
Actif total	1,612,668,338	784,661,870	1,018,384,791	15,595,784	1,655,020,883	321,339,599	3,687,703,779	9,095,375,042
Revenus bruts	273,723,237	111,285,432	117,556,582	4,670,074	752,532,418	128,136,850	1,543,759,479	2,931,664,073
Bénéfice net	64,229,053	9,934,811	35,594,507	(1,044,663)	85,414,407	(30,120,227)	68,840,264	232,848,152
<b>Apport socio-économique</b>								
Nombre d'emplois directs	321	377	567	38	607	440	1,739	4,088
Valeur ajoutée directe	258,695,767	101,469,731	109,259,672	3,473,051	727,814,351	124,557,509	1,428,268,713	2,753,538,794
PIB- Haïti (en HTG courants)								267,030,000,000
% de l'apport direct des IMF au PIB du pays								1.03%

ENCADRE 5: SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DES RESULTATS (2010) DU SECTEUR OBTENUS PAR EXTRAPOLATION

<b>Structure financière</b>	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Ratio de capitalisation	26.11%	18.38%	8.91%	42.76%	35.01%	58.48%	16.06%	22.24%
Coefficient de levier financier	2.83	4.44	10.22	1.34	1.86	0.71	5.23	3.50
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	131.28%	131.00%	173.18%	18.90%	1.04%	22.03%	104.65%	83.15%
Rapport Dépôts/Total ressources	67.91%	72.86%	83.66%	19.32%	0.90%	15.67%	36.07%	43.07%
Ratio Dépôts/Total du passif	91.92%	89.26%	91.85%	33.75%	1.38%	37.68%	42.97%	55.38%
Endettement financier institutionnel	8.08%	10.74%	8.15%	66.25%	98.62%	62.32%	57.03%	44.62%
<b>Performance financière</b>								
ROA	3.98%	1.27%	3.50%	-6.70%	5.16%	-9.37%	1.87%	2.56%
ROE	15.25%	6.89%	39.23%	-15.66%	14.74%	-16.03%	11.62%	11.51%
Autosuffisance opérationnelle	1.29	1.03	1.35	0.77	1.12	0.67	0.43	0.73
<b>Marge et rendement</b>								
Marge nette	23.46%	8.93%	30.28%	-22.37%	11.35%	-23.51%	4.46%	7.94%
Taux de rendement brut de l'actif	16.97%	14.18%	11.54%	29.94%	45.47%	39.88%	41.86%	32.23%
Taux de rendement brut du portefeuille	32.11%	23.48%	22.49%	27.60%	51.78%	46.52%	49.74%	41.73%
Taux de rendement réel du portefeuille	28.77%	19.71%	18.66%	24.03%	49.40%	43.88%	47.26%	38.85%
Coût moyen des dettes	1.26%	1.53%	0.89%	13.41%	2.30%	2.68%	3.73%	2.52%
Marge brute d'intermédiation	30.85%	21.95%	21.59%	14.19%	49.48%	43.84%	46.00%	39.21%
<b>Efficiences opérationnelles</b>								
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	19.24%	16.54%	18.38%	7.52%	38.01%	48.89%	90.01%	45.10%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	7.48%	8.51%	7.32%	3.21%	17.74%	33.82%	34.91%	19.34%
Coût opérationnel par emprunteur	12,589	5,651	4,334	476	24,174	3,717	10,641	10,166
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.100	0.092	0.089	0.077	0.329	0.348	0.310	0.234
Coût opérationnel par agence	7,643,633	1,490,928	904,270	66,631	10,682,373	2,005,108	10,611,312	5,286,493

ENCADRE 5 (SUITE): SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DES RÉSULTATS (2010) DU SECTEUR OBTENUS PAR EXTRAPOLATION

<b>Productivité</b>	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Nombre d'emprunteurs par employé	40	34	37	66	37	68	62	51
Portefeuille brut par employé	2,599,066	1,157,751	868,201	419,455	2,361,062	519,273	730,878	1,152,312
Nombre d'épargnants volontaires par employé	558	423	451	7	11	33	178	226
Volume d'épargne volontaire par employé	2,693,222	1,235,690	1,259,085	50,124	24,461	25,864	764,300	831,835
<b>Qualité du portefeuille</b>								
Pourcentage du portefeuille à risque	19.24%	22.37%	11.89%	17.85%	8.05%	28.42%	9.52%	13.18%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	49.21%	57.82%	46.01%	150.05%	134.61%	76.56%	32.71%	66.24%
Taux de l'actif générateur de revenus	49.59%	49.47%	46.43%	77.88%	78.90%	55.21%	39.73%	50.81%
<b>Performance socio-économique</b>								
Revenus bruts générés par le secteur	273,723,237	111,285,432	117,556,582	4,670,074	752,532,418	128,136,850	1,543,759,479	2,931,664,073
Valeur ajoutée directe	258,695,767	101,469,731	109,259,672	3,473,051	727,814,351	124,557,509	1,428,268,713	2,753,538,794
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	24.12%	36.61%	32.94%	14.71%	34.94%	62.04%	31.07%	33.10%
Valeur ajoutée directe par institution	19,899,674	2,306,130	1,092,597	192,947	181,953,588	12,455,751	204,038,388	14,048,667
<b>Rémunération par employé</b>								
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays	6.76	3.43	2.21	0.47	14.57	6.11	8.87	7.75
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	65.88%	59.47%	72.79%	150.05%	114.44%	82.98%	50.36%	73.56%
Taux de l'actif générateur de revenus	52.20%	53.79%	54.61%	77.88%	77.66%	51.73%	65.59%	62.40%

# VI. ANALYSE COMPARATIVE

Cette analyse a pour objectif de comparer : a) les résultats consolidés du secteur de la microfinance obtenus de l'analyse inférentielle avec ceux de l'échantillon ; b) les données du secteur en 2010 avec celles des années antérieures ; c) la performance du secteur de la microfinance avec celle du secteur bancaire (les banques commerciales et de logement traditionnelles).

## 1. COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ECHANTILLON.

Une telle comparaison vise à déterminer le poids réel de l'échantillon dans la population totale d'IMF. Cette approche permettra éventuellement aux lecteurs de faire d'autres estimations à partir des données présentées dans les différents tableaux mais ne faisant pas l'objet d'analyse approfondie de notre part.

Le tableau 18 montre que si l'échantillon représente 42.35% de la population des IMF, les institutions qui le composent contrôlent cependant 78.07% du portefeuille brut consolidé, 74.09% de la taille du bilan, et 64.80% du volume des dépôts, etc....

TABLEAU 18 : POIDS DE L'ECHANTILLON PAR RAPPORT AU SECTEUR

	Secteur IMF	Echantillon	Pourcentage
Nombre d'institutions	196	83	42.35%
Nombre d'emprunteurs	208,998	145,589	69.66%
Nombre de déposants	991,677	581,053	58.59%
Taille du bilan	9,095,375,042	6,738,396,668	74.09%
Portefeuille brut	4,711,110,626	3,678,151,731	78.07%
Volume de dépôts	3,918,284,116	2,539,225,389	64.80%

## 2. COMPARAISON DES RESULTATS DE 2010 DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNEES ANTERIEURES.

La collecte des données pour la présente étude a porté sur trois (3) années consécutives (2008, 2009 et 2010). Les données de 2010 ont fait l'objet du même traitement que celles de 2009 et les résultats, au fur et à mesure de notre analyse, font l'objet de comparaison temporelle, notamment au niveau des ratios de performance financière et opérationnelle. Il s'agit maintenant d'analyser l'évolution de la taille du secteur en 2008, 2009 et 2010, selon différents indicateurs y relatifs.

Le tableau 18a suivant présente le résultat de la comparaison temporelle des données du secteur de la microfinance, en Haïti.

Tableau 18a: Rapprochement de 2008, 2009 et 2010

	2010	2009	2008	2007	Taux de croissance 2009 à 2010	Taux de croissance annuel 2007-2010
Nombre d'emprunteurs	208,998	237,789	239,840	191,649	-12.11%	2.93%
Nombre de déposants	991,677	938,316	861,403	401,359	5.69%	35.19%
Taille du bilan	9,095,375,042	6,942,942,895	6,540,217,561	4,931,943,557	31.00%	22.63%
Portefeuille brut	4,711,110,626	4,338,263,091	4,101,313,194	3,193,600,952	8.59%	13.84%
Volume de dépôts	3,918,284,116	3,083,090,623	2,817,790,554	1,927,997,052	27.09%	26.67%

### 3. COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE SECTEUR BANCAIRE

Il convient maintenant de comparer les indicateurs de performance du secteur de la microfinance avec ceux du secteur bancaire.

Les résultats de cette analyse comparative présentés au tableau 19, indiquent que la taille du bilan du secteur de la microfinance représente 6.6% de celle du système bancaire alors que le portefeuille brut en représente 15.25% de celui du système bancaire. Toutefois, les écarts les plus frappants sont enregistrés au niveau des effectifs. En effet, le nombre d'emprunteurs du secteur de la microfinance est 3 fois plus élevé que celui des banques (même avec les micro-emprunteurs de ces dernières), alors que le nombre de déposants atteint 46.5% de l'effectif des clients créditeurs du secteur bancaire. De plus, il est intéressant de constater que les IMF créent plus d'emplois directs que les banques, en dépit de l'écart de taille de bilan.

TABLEAU 19: ETATS DES RESULTATS CONSOLIDES: EXERCICE 2009-2010

(Analyse comparative)

	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
<b>Revenus bruts</b>	<b>(En 000 Gourdes)</b>		
Revenus de crédit	1,616,813	1,965,886	3,346,227
Revenus de placements	8,751	10,379	628,437
Autres revenus et ajustements	680,672	955,400	3,608,390
<b>Total revenus bruts</b>	<b>2,306,237</b>	<b>2,931,664</b>	<b>7,583,054</b>
Dépenses d'intérêt	133,132	178,125	500,326
Produit Net Bancaire	2,173,105	2,753,539	7,082,728
<b>Charges d'exploitation</b>			
Frais du personnel	715,729	911,343	1,976,287
Autres charges	940,685	1,213,375	2,925,348
Autres charges non récurrentes			-
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>1,656,413</b>	<b>2,124,717</b>	<b>4,901,634</b>
Résultat avant provision	516,692	628,822	2,181,094
Provisions pour pertes de l'exercice	331,096	395,973	644,468
<b>Résultats avant impôt</b>	<b>185,596</b>	<b>232,848</b>	<b>1,536,626</b>

TABLE 19A: BILAN CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2010

(Analyse comparative) - En milliers de gourdes sauf indication contraire

	Echantillon del'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
<b>Actif</b>		(en 000 Gourdes)	
Encaisse	2,091,537	3,021,963	61,161,641
Placements et assimilés	332,769	442,507	37,570,448
Portefeuille net	3,301,838	4,249,656	29,504,334
Immobilisations nettes	360,112	500,976	4,648,572
Autres actifs	652,287	880,481	5,141,390
<b>Total actif</b>	<b>6,738,543</b>	<b>9,095,583</b>	<b>138,026,385</b>
<b>Passif et fonds propres</b>			
Dépôts	2,539,225	3,917,125	119,252,742
Autres dettes	2,533,624	3,155,981	10,067,527
<b>Total passifs</b>	<b>5,072,849</b>	<b>7,073,106</b>	<b>129,320,269</b>
Fonds propres	1,665,693	2,022,477	8,706,117
<b>Total passif et fonds propres</b>	<b>6,738,543</b>	<b>9,095,583</b>	<b>138,026,385</b>
<b>Hors bilans</b>			
Ajustement requis (autres actifs)	(0)	(0)	0
Total actif brut	7,246,510	9,683,792	139,422,767
Portefeuille brut	3,643,498	4,711,111	30,900,717
Provisions pour créances douteuses	341,660	411,142	1,469,999
Portefeuille de crédit échu	480,604	620,701	1,506,866
Portefeuille brut sans les IMF affiliées			30,542,425
Nombre de prêts	145,589	208,998	69,772
Nombre de dépôts	581,053	991,677	2,132,255
Nombre de prêts sans les IMF affiliées			47,235
<b>Nombre de succursales</b>	<b>245</b>	<b>358</b>	<b>183</b>
PAP	68	99	119
Province	177	259	64
Nombre d'employés	2807	4,088	3,272
Actif bilan et hors bilan	7,080,203	9,506,725	141,554,338
Actif équivalent risque (ou pondéré)	4,655,897	6,042,254	52,534,610
Coefficient risque de l'actif	0.658	0.636	0.3711
Fonds propres (base réglementaire)	1,665,693	2,022,477	7,780,212
Ratio des fonds propres (base réglementaire)	35.78%	33.47%	14.81%
Seuil d'admissibilité des fonds propres	12.50%	12.50%	12%
Coefficient d'exploitation	<b>76.22%</b>	<b>77.16%</b>	<b>69.21%</b>
Taux d'improductivité	<b>13.19%</b>	<b>13.18%</b>	<b>4.88%</b>

# CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de l'étude de 2010 montrent que le secteur de microfinance a bien survécu au séisme du 12 janvier 2010, en dépit de la radiation d'un demi milliard de gourdes environ de mauvaises, même s'il faut reconnaître que cette sortie de crise n'a pas été complètement indépendante des interventions externes, sous forme de subvention ou de rachat de mauvaises créances par certaines institutions d'appui. A titre d'exemple nous pouvons citer le FDI qui a racheté des mauvaises créances de d'une dizaine d'IMF dans le cadre de son projet de recapitalisation des victimes non de plusieurs incendies de marchés publics (points de vente privilégiés des petits commerçants constituant l'essentiel de la clientèle des IMF. D'un autre côté, certaines IMF ont reçu d'importantes subvention au cours de 2010, en vue de faire face à la crise.

Les résultats de 2010 permettent de confirmer les conclusions tirés des études précédentes selon lesquelles la microfinance est loin d'être une activité marginale, mais un secteur qui s'affirme de plus en plus dans le paysage financier haïtien, et qui affiche annuellement des taux de croissance, dans la plupart des cas, égaux sinon plus élevés que ceux enregistrés par le système financier traditionnel, notamment au niveau du nombre de déposants (6% de croissance en 2010 contre -2% pour le secteur bancaire) et du volume de dépôts (27% d'augmentation en 2010, et à égalité avec le secteur bancaire). Par ailleurs, le secteur de la microfinance a plus ou moins maintenu sa performance en 2010 en limitant à 16% la réduction de sa capacité bénéficiaire post séisme, grâce à une meilleure marge d'intermédiation et la solidarité inter et intra-sectorielle post-séisme.

Il est aussi important de souligner le maintien de la tendance à la diversification du secteur. En effet, depuis quelque temps, les IMF fournissent la plupart des services offerts par les institutions financières traditionnelles, dont les services de chèque, de change de transfert de fonds, de coffre-fort, de dépôts et de crédit. Elles utilisent, dans beaucoup de cas, les technologies les plus modernes dans la livraison de ces services. Le secteur de la microfinance s'impose aussi par sa taille grandissante dans le paysage financier haïtien. Au 30/09/10, la taille consolidée du bilan est de 9.1 milliards de gourdes soit 7% de celle de l'ensemble du secteur bancaire. Son portefeuille consolidé de 4.7 milliards de gourdes en représente plus de 15%, pour 3 fois plus d'emprunteurs (en incluant aux données du secteur bancaire le nombre d'emprunteurs et le volume de crédit des IMF consolidées avec des banques). Par ailleurs, le secteur de la microfinance offre à 991,677 personnes (épargnants) la possibilité de sécuriser et/ou de rentabiliser leurs avoirs. S'il est vrai que le secteur bancaire traditionnel fait 2.15 fois mieux en termes de nombre de déposants, il n'en est pas moins vrai que ce chiffre de déposants du secteur de la microfinance dépassant largement celui des emprunteurs du secteur, est le témoignage de la confiance du public dans les IMF et que les déposants ne sont pas des personnes uniquement motivées par l'obtention d'un prêt. Est encore plus encourageante l'évolution de la taille du secteur (selon différents critères) d'une année à une autre. En effet, de 2007 à 2010 tous les indicateurs de taille de la microfinance (hormis le nombre de déposants qui augmente de 6 par an en moyenne) ont favorablement varié de 14 à 35% en moyenne par année, notamment le nombre de déposants (35%) et le volume de dépôts (27%). L'apport direct de la microfinance au revenu national, à la répartition des richesses et à la réduction de la pauvreté par la génération de revenus en milieux défavorisés est également loin d'être négligeable. En effet, il y a plus

de personnes qui travaillent dans le secteur de la microfinance que dans le secteur bancaire formel (4,088 environ). De plus, les 208,998 micro-emprunteurs peuvent être aussi considérés comme des détenteurs d'emplois générés directement par la microfinance, en raison des relations de proximité existant entre les IMF et leurs débiteurs et l'unicité de la source de financement de ces derniers. Le secteur de la microfinance étudié génère annuellement une valeur ajoutée directe de 2.75 milliards de gourdes dont plus de 33% va à la rémunération du facteur travail (salaires). Ce qui permet aux travailleurs affectés à la livraison des services micro-financiers de percevoir des revenus annuels représentant plus de 9 fois la moyenne nationale. En ce qui concerne la valeur ajoutée indirecte, c'est-à-dire celle créée par les bénéficiaires de services de microfinance, il n'a pas été possible de la mesurer avec précision. Contentons-nous de rappeler que les bénéficiaires de la microfinance font partie du secteur qui contribue à plus de 60% du PIB national. Si l'enquête est riche en renseignements, elle comporte cependant certaines limites dont la divulgation est de nature à faciliter l'orientation des actions amélioratives futures de la part d'autres chercheurs.

- La première limite réside dans la taille de l'échantillon et le mode d'échantillonnage retenus pour la strate des caisses populaires non affiliées et non encadrées. Il s'agit d'un échantillon de cinq (7) caisses choisies par convenance sur une population d'une centaine environ, alors que 60 des 73 caisses encadrées ont été retenues. La recherche à l'avenir de plus de précision dans l'évaluation de la taille du marché des CEC et du marché global devra passer par l'agrandissement de l'échantillon à ce niveau et/ou l'amélioration de la technique d'échantillonnage au niveau de ces CEC non encadrées et non affiliées. Force est cependant d'admettre que ce ne sera pas une tâche facile.
- La deuxième limite vient du fait que l'étude porte seulement sur la composante formelle du secteur de la microfinance. Les activités des tontines, des prêteurs individuels et d'autres acteurs informels de la microfinance n'étaient pas l'objectif de cette étude.
- La troisième limite consiste dans la concentration de l'étude sur le marché (demande) actuel de la micro-épargne et du microcrédit et l'ignorance des non-utilisateurs relatifs des services de microfinance surtout en termes de crédit. Par exemple, les micro et petites unités de production urbaines n'ont pas accès au service de microcrédit, ni au crédit bancaire formel pour des raisons qui tiennent à leur taille et à la nature de leurs besoins. Une étude du PNUD (mission inter-agences 1994) avait évalué les besoins de crédit de ce sous-secteur à 40 millions de dollars américains par an d'une maturité moyenne de 5 ans. Le portefeuille courant maximum que peut atteindre ce sous-secteur à partir de tels chiffres est de 100 millions de dollars américains, soit 4 milliards de gourdes. Un autre secteur représentant un marché potentiel pour la microfinance, encore ignoré par ce dernier est le secteur agricole. L'évaluation des besoins de crédit agricole déborde le cadre de cette étude. Mais une simple analyse des besoins de la Vallée de l'Artibonite en crédit campagne donne une idée de l'ampleur des besoins globaux du secteur agricole. En effet, le coût d'exploitation d'un hectare de terre en riz est de 20,000 gourdes en moyenne. Dans l'hypothèse d'un financement externe à 70%, le marché potentiel du crédit campagne dans la Vallée (pour le riz seulement) peut être estimé à 14,000 gourdes par ha, soit 2.8 milliards de gourdes pour les 20,000 hectares inventoriés dans la Vallée.

Ainsi rien qu'en ajoutant les micro-entreprises urbaines de production et les rizières de l'Artibonite, le marché potentiel de microcrédit passe à 10.7 milliards de gourdes contre 4.7 milliards du marché actuel. Il est donc facile d'imaginer la taille d'un tel marché lorsqu'on ajoute d'autres cultures comme les légumes, la banane, le café, les fruits, la canne, l'igname, et d'autres activités comme la pêche et l'aquaculture, l'élevage, pour ne citer que ces filières.

L'extension du marché actuel de microcrédit pour inclure ces filières et d'autres, impliquera plus de risque pour les IMF et nécessitera l'élargissement de la gamme de produits de crédit pour inclure le crédit à moyen terme, le crédit campagne, le leasing financier, pour ne citer que ceux-là. Cela exposera les IMF à d'autres types de risques nécessitant une autre approche managériale, et des ressources techniques, financières et humaines beaucoup plus importantes quantitativement et qualitativement que celles disponibles actuellement.

Cette intensification future des activités de crédit des IMF nécessitera également une surveillance plus efficace de la part des autorités de régulation en l'occurrence la BRH, responsable de la protection des avoirs des épargnants, du contrôle des opérations de crédit sur le territoire et de l'intégrité du système financier. Cependant, les acteurs de la microfinance doivent s'assurer, à priori, de la conformité du cadre réglementaire de la microfinance avec leur réalité interne et externe, afin que les IMF ne soient pas vues par le régulateur comme des « banques commerciales de petite taille », dans le traitement prudentiel de leurs opérations. Ils devront obtenir de la BRH le droit ou la possibilité de commenter ou de faire valoir leurs opinions sur les normes prudentielles concernant le secteur avant leur entrée en vigueur. Le renforcement de leur pouvoir de négociation à travers la maîtrise du sujet par leurs représentants constituera un atout important à cet effet. Ainsi, l'encadrement technique externe ou interne de la microfinance devra prendre à l'avenir la forme d'assistance dans la conception de nouveaux produits de crédit, la maîtrise du cadre légal et réglementaire, le renforcement de la capacité des ressources humaines en termes d'analyse de microprojets et de gestion des risques de crédit, une révision en profondeur du « credit process » et la standardisation des indicateurs de performances opérationnelle, financière et socio-économique dans une optique tant prudentielle que de bonne gouvernance.



# VII. ANNEXES

## 1. OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS

Cette partie du rapport procède à la définition des principaux concepts et présente de manière détaillée, dans certains cas, les techniques et approches utilisées pour mesurer les variables quantitatives, notamment les variables agrégées. Une synthèse des formules de calcul que nous utilisons dans le cadre de la préparation de ce rapport est présentée à la fin de ce chapitre

### 1. QUALITE DE L'ACTIF

Elle est déterminée par la probabilité de recouvrement des prêts. Cinq (5) mesures de la qualité du portefeuille ont été adoptées :

- a. Le portefeuille à risque
- b. Le taux de recouvrement historique (qualité 2)
- c. Le portefeuille sujet à risque
- d. Le coefficient de risque de l'actif
- e. Le taux de l'actif productif par nature

### 2. PORTEFEUILLE A RISQUE

C'est un indicateur de la qualité du portefeuille qui mesure le pourcentage du portefeuille brut sur lequel il y a des retards de paiement de plus de 30 jours. Il est égal à la somme des prêts (principal) dont les bénéficiaires ont un ou plusieurs paiements en retard divisé par le portefeuille brut total

***Portefeuille à risque = Total des prêts affecté par des retards / Total portefeuille brut***

### 3. TAUX DE REMBOURSEMENT

Il s'agit un second indicateur de la qualité du portefeuille. Il mesure le montant des recouvrements reçus par l'institution pour chaque 100-gourdes de prêts octroyés. Il comprend trois (3) variantes :

Le taux de recouvrement net (TRN) qui est le rapport entre les recouvrements attendus et effectivement reçus au cours d'une période (recouvrements courants) et le total de recouvrements attendus durant la même période.

Le taux de recouvrement brut (TRB) qui est le rapport entre les recouvrements reçus au cours d'une période (courant+arriérés) et le total des recouvrements attendus durant la même période.

Le taux de recouvrement cumulé (TRC) qui est le rapport entre les recouvrements de l'institution relatifs aux prêts échus, cumulés sur une longue période et le montant cumulatif de ces derniers..

**TRB = (Recouvrements courants + Arriérés recouverts) / Montant attendu**

**TRN = Recouvrement courant / Montant attendu**

**TRC = Montant cumulé des recouvrements des prêts échus sur une longue période / Montant cumulatif des échus cumulés sur la période**

#### 4. POLITIQUE DE CREDIT

Elle est déterminée par les conditions de crédit, le taux d'intérêt, la durée des prêts, les garanties, les autres coûts, les montants minimum et maximum.

##### i. Taux d'intérêt nominal

Taux d'intérêt stipulé dans le contrat de prêt. Dans le domaine du microcrédit, il est exprimé en pourcentage mensuel.

##### ii. Intérêt dégressif

Un intérêt calculé sur le solde du prêt en début de période

##### iii. Intérêt linéaire (flat)

Un intérêt calculé sur le montant original du prêt pendant toute la durée de ce dernier.

##### iv. Taux d'intérêt effectif annuel

Le taux d'intérêt effectivement payé par l'emprunteur calculé sur une base annuelle et prenant en compte les conditions dont est assorti le prêt, tel que les frais de dossiers, les modalités de perception des intérêts (d'avance, flat, à échéance, dégressif), l'épargne forcée ou solde compensateur, etc.)

Le taux effectif annuel est donc le taux annualisé pour lequel la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur (service de la dette) est égale au montant net effectivement décaissé par le prêteur. Le calcul du taux effectif annuel se fait en 5 étapes.

1. Calculer le montant effectivement décaissé par le prêteur. Ce montant est la différence entre le montant nominal du prêt et les prélèvements effectués en amont par le prêteur (frais de dossiers, intérêt d'avance, épargne forcée)
2. Calculer les remboursements périodiques de l'emprunteur (service de la dette conformément au contrat)
3. Déduire l'épargne forcée du dernier remboursement
4. Faire sous forme de tableau le résumé des cash-flows nets, à compter du temps zéro (date de décaissement du prêt) au temps t (date du dernier remboursement)
5. Calculer le taux d'actualisation qui annule la différence entre la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur et le décaissement net du prêteur.

A noter qu'en raison de l'expression des intérêts, frais de dossiers, et de l'épargne forcée en pourcentage du montant du prêt, ce dernier n'affecte pas le taux d'intérêt effectif. Ainsi ce taux peut être calculé selon plusieurs conditions de crédit en tenant compte d'un prêt hypothétique de 100 unités monétaires (montant nominal)

##### v. Épargne forcée ou obligatoire

Il s'agit d'une obligation faite à l'emprunteur de laisser dans un compte bloqué auprès du prêteur une fraction (ou pourcentage) du montant du prêt, ou d'accumuler préalablement dans un compte d'épargne une fraction du montant du prêt sollicité.

##### vi. Frais de dossier

Ils représentent un prélèvement effectué en amont par le prêteur sur le montant du prêt. Ils sont exprimés en pourcentage du montant nominal du prêt.

**vii. Durée des prêts**

Elle est mesurée par le délai accordé aux débiteurs pour rembourser le prêt. Elle est exprimée en mois.

**5. STRUCTURE FINANCIERE**

La structure financière est déterminée par le poids des différents types de capitaux dans l'ensemble des ressources totales de l'institution. Au niveau primaire, elle est la répartition des capitaux entre les dettes et les fonds propres. Au niveau secondaire, il peut être la répartition des dettes totales entre les ressources-clientèle (les dépôts) et les emprunts institutionnels (structure de l'endettement global).

**6. PERFORMANCE FINANCIERE**

Elle est mesurée par les coefficients d'autosuffisance opérationnelle et financière et par la rentabilité de l'investissement. Les coefficients d'autosuffisance doivent être supérieurs à 1, pour être admissibles. A noter que la performance financière des IMF dépend de l'aptitude de ces dernières à contrôler les marges, à favoriser une certaine efficacité administrative, à garantir un niveau adéquat de productivité du personnel et du réseau, à maintenir la bonne qualité du portefeuille.

**i. Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS)**

C'est la capacité de l'institution à couvrir ses coûts opérationnels et financiers actuels à partir des revenus autogénérés. Il représente le rapport entre l'ensemble des revenus bruts (intérêts, frais de dossiers, commissions, etc..) et les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût effectif des fonds empruntés.

**CASO = Revenus bruts d'exploitation / Charges et pertes**

**ii. Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS)**

Ce ratio mesure la capacité de l'institution à couvrir ses coûts récurrents, dans l'hypothèse d'absence de subvention de ses coûts opérationnels et d'obtention de l'ensemble de ses ressources financières aux conditions du marché. Il s'agit donc de déterminer la proportion dans laquelle l'institution arrive à couvrir à partir des revenus auto générées les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût normatif de ses fonds. Contrairement au coût des fonds externes qui est calculé seulement sur les fonds empruntés, le coût normatif des fonds est calculé sur l'ensemble des ressources de l'institution.

**ASF = Revenus bruts d'exploit. ajustés / (Charges opér. ajustées + pertes + coût des fonds au prix du marché)**

Aux fins de calculs du CASO ou FSS, le taux de base bancaire (prime rate) a été retenu comme coût au marché (coût relatif) des ressources financières des IMF.

**iii. La marge d'intermédiation**

C'est la différence entre le rendement tiré des investissements et le coût des fonds utilisés dans le financement de ces investissements. Il en existe plusieurs variantes : a) la marge d'intermédiation nominale est la différence entre le taux d'intérêt moyen effectivement facturé et le coût moyen nominal des fonds ; b) la marge d'intermédiation brute est la différence entre le taux de rendement brut du portefeuille et le coût moyen effectif des fonds.

**iv. Efficacité administrative**

L'efficacité administrative est déterminée par la capacité de l'IMF à maîtriser ses coûts opérationnels, en les maintenant à un niveau raisonnable en pourcentage du portefeuille, ou par agence ou succursale. En

effet, un niveau élevé des coûts opérationnels exprimés en pourcentage du portefeuille brut obligera l'IMF à charger des taux d'intérêt excessifs pour assurer l'équilibre opérationnel et financier.

## 7. PRODUCTIVITE

La productivité s'entend de la performance des ressources humaines et matérielles dont dispose l'IMF. Le nombre d'emprunteurs, de déposants, le volume de crédit par employé et par succursale sont les principaux critères de productivité retenus en microfinance.

### i. Productivité du personnel

Elle est mesurée par le nombre de prêts par employé ou par agent de crédit. Le montant du portefeuille géré par employé est une autre mesure de l'efficacité du personnel.

### ii. Productivité du réseau

Elle est mesurée par le nombre ou le volume de prêts géré par succursale ou agence.

## 8. METHODOLOGIE DE CREDIT

### i. Crédit individuel

Cette méthodologie est celle dans laquelle le crédit est accordé à un individu qui en assume seule la responsabilité directement auprès de l'institution créancière. C'est cette méthodologie de crédit qu'utilisent essentiellement les Caisses d'Épargne et de Crédit et les filiales et satellites de banques commerciales. Cependant, contrairement aux pratiques des autres IMF, il faut être détenteur d'au moins une part sociale de la CEC pour être éligible à un bénéficiaire de son crédit.

### ii. Banque communautaire (BC)

Selon cette méthodologie, l'IMF octroie un prêt global à un regroupement de 20 à 35 individus baptisé «Banque Communautaire». Cette dernière est responsable de la répartition des ressources du prêt entre ses membres. Elle est aussi responsable des recouvrements auprès de ces derniers, lors de réunions régulières pour faire face au service de la dette globale envers l'IMF. Il s'agit d'un crédit assorti d'une caution solidaire. Le prêt global à la banque communautaire est renouvelable, mais seuls les membres ayant respecté leurs obligations ont droit au renouvellement de leur quote-part dans le prêt global.

En plus du prêt, l'IMF fournit à la BC de l'assistance tant dans la formation de la banque que dans la détermination des règles de fonctionnement. L'une des règles essentielles de fonctionnement est celle qui oblige les membres à une épargne de capitalisation de la BC qui lui permettra de faire éventuellement du crédit à ses membres de manière autonome - et à terme, de fonctionner comme une structure indépendante. L'effort d'épargne des membres est le plus souvent un discriminant du volume de crédit auquel ils ont droit individuellement.

### iii. Groupe solidaire (GS)

Dans la méthodologie de « groupe solidaire » le mode opératoire est identique à celui de « banque communautaire, notamment au niveau de l'assortiment du crédit d'une garantie solidaire des membres bénéficiaires ultimes. Cependant, il existe une différence fondamentale au niveau des objectifs. En effet, si l'objectif final des BC c'est d'arriver à des structures autonomes de crédit dotées de capacité de continuité opérationnelle, tel n'est pas le cas pour les « groupes solidaires ». Ce qui explique l'absence d'obligation d'épargne aux membres pour bénéficier d'un crédit. Les GS seront donc, pendant toute leur existence, tributaire d'une IMF d'encadrement

**iv. Mutuelle de solidarité (MS)**

Une mutuelle de solidarité est un groupe de personnes ayant des liens solides entre eux (origine socioprofessionnelle, lieu de résidence, famille, amitié, etc.) qui décident de créer un fonds alimenté par leurs cotisations, en vue d'atteindre un objectif clairement défini, lequel est le plus souvent l'octroi du crédit aux membres du groupe sur une base rotative. Contrairement aux banques communautaires, les MS sont indépendantes dès le départ : les règles de fonctionnement sont établies par le groupe lui-même sans ingérence d'une quelconque IMF, même si cette dernière peut être une source alternative de fonds pour suppléer à l'insuffisance des ressources internes et également d'assistance technique.)

## 9. LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS

	Orientation	Indicateurs	Formule et/ou approche
Caractéristiques institutionnelles	Profil de l'échantillon d'institutions sur lequel porte l'étude	Nombre d'institutions, Nombre total d'employés, Nombre total de succursales	Décompte (tris à plat)
		Total de l'actif brut, Ventilation de l'échantillon par statut juridique et par secteur	Sommation et tris croisés
		Nombre moyen d'années de fonctionnement en tant que IMF	Somme des années d'opérations / nombre d'inst.
		Actif brut total moyen par institution	Total actif brut / # institutions
		Nombre moyen d'employés	# employés / # d'institutions
		Nombre moyen de succursales par institution	# succursales / # institutions
Critères d'étendue et de portée (Outreach)  (Analyse descriptive)	Analyser le niveau, l'étendue et la profondeur des opérations du secteur. Cette analyse est évidemment portée sur les données quantitatives	<b>Nombre total d'emprunteurs actifs</b>	# d'emprunteurs de l'échantillon : Sommation ou analyse quantitative à 1 variable
		% d'emprunteurs par sexe	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par secteur	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% emprunteurs par statut juridique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par méthodologie	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par département géographique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		# moyen d'emprunteurs par institution	# total d'emprunteurs / # d'institutions
		<b>Portefeuille brut (HTG)</b>	Portefeuille avant provision pour mauvaises créances et radiation de l'année : Sommation ou analyse quantitative à une variable
		% portefeuille par sexe	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par secteur	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par méthodologie	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par statut juridique	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		<b>Portefeuille moyen par emprunteur</b>	Total portefeuille brut / # d'emprunteurs
		<b>Portefeuille moyen du secteur (ou sous-secteur)</b>	Total portefeuille brut / # d'institutions
		<b>Nombre d'épargnants et de comptes</b>	# d'épargnants de l'échantillon : Sommation et/ou Analyse à une variable quantitative
		% volontaires (épargnants et comptes)	# d'épargnants Volontaires./ # total d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		% obligatoires (épargnants et comptes)	# d'épargnants obligatoires / # d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		<b># moyens d'épargnants et de comptes par type d'inst.</b>	# d'ép. Du groupe / # d'épargnants
		<b>Volume des épargnes (HTG)</b>	Balance des comptes d'épargne : Sommation ou analyse à une variable quantitative
		% volontaires	Vol. d'épargnants volontaires/ Vol. total d'épargne
		% obligatoires	Vol. d'épargnants obligatoires / Vol. Total d'épargne
		<b>Epargne moyenne par épargnant et par compte</b>	Solde des comptes d'épargne volontaires/ # d'épargnants Solde des comptes d'épargne volontaires / # de comptes
		<b>Epargne moyenne du secteur ou sous-secteur (Balance)</b>	Solde des comptes d'épargne volontaires./ # d'institutions

## LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères financiers	Situation et performance en termes de viabilité financière à long terme du secteur et de ses grandes composantes sur la base d'indicateurs de structure financière, de rentabilité de l'investissement global, de rendement brut et de marge sur certains investissements spécifiques et d'autosuffisance	<b>Structure financière</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Ratio de capitalisation</li> <li>Coefficient de levier financier</li> <li>% du portefeuille financé par des dépôts</li> <li>% des ressources totales venant des déposants</li> <li>% des dettes provenant des déposants</li> <li>Taux d'endettement financier institutionnel</li> </ol>	<b>Les ratios d'endettement</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Fonds propres / Actif total</li> <li>Dettes totales / Actif total</li> <li>Total dépôts / Portefeuille brut</li> <li>Total dépôts / Actif total</li> <li>Total dépôts / Total dettes</li> <li>Dettes institutionnelles à intérêts / Total dettes</li> </ol>
		<b>Performance financière</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Rendement de l'actif (ROA)</li> <li>Rendement des fonds propres (ROE)</li> <li>Autosuffisance opérationnelle</li> <li>Autosuffisance financière</li> </ol>	<b>Ratios de rentabilité</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Bénéfice net / Actif total moyen</li> <li>Bénéfice net / Fonds propres moyens</li> <li>Revenus d'exploitation normale / (dépendances d'exploitation + frais financiers + dépenses de provision)</li> </ol>
		<b>Marge et rendement</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Marge nette</li> <li>Taux de rendement brut de l'actif</li> <li>Taux de rendement brut du portefeuille</li> <li>Taux de rendement réel du portefeuille</li> <li>Coût moyen de dettes</li> <li>Marge d'intermédiation</li> </ol>	<b>Ratios de marge et de rend.</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Bénéfice net / Revenus Bruts d'exploitation</li> <li>Revenus. Bruts d'exploitation / actif moyen</li> <li>Revenus du portefeuille / Portefeuille moyen</li> <li>Rend. Brut du PF – taux d'inflation. / (1+ taux d'inflation.)</li> <li>Dépenses d'intérêt. / Dettes moyennes.</li> <li>Taux de rendement brut du portefeuille – coût moyen dettes</li> </ol>

**LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)**

	<b>Orientation</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Formules et/ou approche</b>
Critères opérationnels	Performance opérationnelle sur la base d'efficacité et de productivité	<b>Efficiéce</b> 1. Dépenses opérationnel en % du portefeuille brut 2. Rémunération du personnel en % du portefeuille brut 3. Coût par emprunteur 4. Coût par prêt 5. Coût par gourde d'actif 6. Coût par succursale	<b>Ratio d'efficacité opérationnelle</b> 1. Dép. D'exploitation / PF brut moyen 2. Frais de personnel / PF brut moyen 3. Dép. D'exploitation / # emprunteurs 4. Dép. D'exploitation / # prêts 5. Dép. D'exploitation / actif total moyen 6. Dép. D'exploitation / #succursales
		<b>Productivité</b> 1. # emprunteurs par employé 2. #emprunteurs par agent de crédit 3. # prêts par employé 4. # prêts par agent de crédit 5. #Épargnants volontaires par employé 6. #comptes d'épargne volontaire par employé	<b>Ratios de productivité</b> 1. # emprunteurs / # employés 2. # emprunteurs / # agents crédit 3. # prêts / # employés 4. # prêts / #agents de crédit 5. # épargnants Vol. / # employés 6. #comptes d'épargnants. Vol / # employés 7. NB : Tous ces ratios seront calculés à partir de chiffres moyens
	<b>Orientation</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Formules et/ou approche</b>
Critères de qualité de l'actif et de couverture des risques	Qualité du portefeuille et structure de l'actif	1. Taux de contamination du portefeuille 2. Taux du portefeuille affecté par des arriérés de plus de 30 jours 3. Taux de provisionnement du portefeuille affecté 4. Taux de l'actif générateur de revenus par nature	Portefeuille avec arriérés / portefeuille brut Taux du portefeuille arriérés >30j / portefeuille Balance des provisions / Portefeuille avec arriérés (Total portefeuille + placement + autre investissement productif par nature) / Actif total

**LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)**

	<b>Orientation</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Formules et/ou approche</b>
Critères socio-économiques	La contribution directe de la microfinance au PIB, à la création et à la distribution de revenus	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Valeur ajoutée directe</li> <li>2. % de la valeur ajoutée directe rémunérant le facteur travail</li> <li>3. Rapport entre la rémunération per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Revenus bruts totaux (intérêts commissions, change et autres) Moins Dépenses d'intérêts</li> <li>3. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / valeur ajoutée des IMFs</li> <li>2. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / revenu national per capita</li> </ol>
Critères commerciaux ou de marketing (Produits et pricing et pénétration du marché)	<p>L'évolution dans le temps du product-mix de la microfinance et des conditions de l'offre</p> <p>Le niveau de diversification dans le secteur de la microfinance</p> <p>Type de technologies modernes utilisées dans la livraisons des produits et services financiers et dans le suivi des opérations</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre de produits offerts</li> <li>2. Types de crédit offert (identification à partir d'une liste à fournir dans le questionnaire)</li> <li>3. Nombres d'instruments d'épargne disponibles</li> <li>4. # d'instrument de crédit disponible</li> <li>5. Nombre et % d'institutions utilisant certaines technologies spécifiques (liste à fournir)</li> <li>6. #d'instruments autres que l'épargne et crédit disponibles</li> <li>7. Nom du produit vedette en dehors de l'épargne et le crédit</li> <li>8. Niveau de pénétration du marché par les instruments autre que l'épargne et le crédit</li> <li>9. Taux d'intérêt effectif sur le crédit</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Décompte ou sommation</li> <li>2. Décompte ou sommation</li> <li>3. Décompte ou sommation</li> <li>4. Décompte ou sommation</li> <li>5. Décompte ou sommation</li> <li>6. Tris à plat ou tableaux de fréquence</li> <li>7. Nombres d'utilisateurs et revenus annuels générés pour chaque produit</li> <li>8. Intérêts et commissions effectivement perçues sur une base annuelle / Montant du prêt effectivement reçu par l'emprunteur (Taux de rendement interne du prêteur)</li> </ol>
Critères de «Gouvernance et gestion des ressources humaines»	<p>Niveau d'adéquation et d'uniformisation de la structure organisationnelle des IMFs – Niveau d'utilisation d'outils de gestion modernes.</p> <p>Adéquation du déploiement des ressources humaines</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre d'IMFs ayant une structure normale ou typique c'est-à-dire fonctionnelle à 4 niveaux de management (Assemblées, Conseil et comités, Directions, services) – Niveau de fonctionnalité des différents organes</li> <li>2. Nombre d'IMFs utilisant de manière systématique des outils modernes de gestion</li> <li>3. Répartition du personnel entre personnel de direction, de crédit, d'opération, de marketing et d'administration</li> <li>4. Existence et fonctionnement d'un programme de formation du personnel</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Type de management – Fonctionnalité de l'assemblée générale - Nombre de membres du Conseil d'Adm. – Fonctionnalité du CA – Existence et fonctionnalité d'un comité de crédit - Existence d'une politique et des procédures de crédit- - Processus d'approbation des dossiers de crédit ( Les membres du comités de crédit signent les dossiers collectivement lors des réunions ou reçoivent les dossiers individuellement dans leurs bureaux)</li> <li>2. Utilisation de plan stratégique – % d'institutions utilisant un budget et faisant le suivi budgétaire – de manuel de procédures comptables – de logiciels informatiques – de programme de formation du personnel :</li> <li>3. % du personnel de direction % du personnel de crédit % du personnel d'opérations % personnel de marketing % du personnel d'administration</li> <li>4. % du personnel ayant reçu une formation formelle au cours des deux derniers exercices</li> </ol>

## LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Analyse inférentielle	Déduire, à partir des chiffres moyens de l'échantillon, la taille globale du marché selon différents indicateurs	Taille globale du secteur en termes de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Actif total</li> <li>• Portefeuille</li> <li>• Epargne</li> <li>• Autres ressources externes</li> <li>• Fonds propres</li> <li>• Nombre de déposants</li> <li>• Nombre d'emprunteurs</li> <li>• Nombre d'employés</li> <li>• Valeur ajoutée directe</li> </ul> Taux de croissance annuelle des indicateurs	Moyenne de l'échantillon par catégorie homogène X par population totale dans chaque catégorie, puis sommation  Taux de croissance des indicateurs entre la date de la dernière étude et celle de la présente étude

## 2. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON EVOLUTION

TABLEAU 20: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (1996 A 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Comptes économiques</b>							
PIB nominal (en millions de gourdes)	46,647	54,005	62,997	69,254	77,580	85,700	94,028
Taux de croissance du PIB	2.4	2.7	2.2	2.7	0.9	-1.0	-0.3
Taux d'investissement ( en % du PIB)	28.1%	24.5%	26%	27.7%	27.3%	25.9%	25.06%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	17%	17%	8.3%	10%	15.3%	12.3%	10%
<b>Secteur Extérieur</b>							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	5,284	5,645	6,237	8,483	9,849	10,594	11,403
Importation FOB (en millions de gourdes)	13,479	14,280	16,770	20,568	25,923	30,973	33,851
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	914.3	1028.1	1104.2	1165.6	1179.6	1188.9	1170.6
Variation des arriérés extérieurs	-4.4				3.95	6.86	28.16
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	16.51	16.70	16.95	16.94	28.35	24.00	29.70
<b>Monnaie et Crédit</b>							
Position extérieure nette ( en millions de dollars)		-649.25	-834.28	-880.95	-905.7	-1001.64	-1090.75
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	4,768.7	7,628.8	8,906.8	9,827.2	13,511.0	12,309.0	14,085.4
Créances nettes sur l'Etat	4,956.4	5,379.9	5,884.13	7,455.8	9,489.9	12,111.9	15,064.4
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	14,220.9	16,413.5	18,824.6	22,049.9	30,188.9	31,753.4	37,228.8

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Variation de la masse monétaire		15.42%	14.69%	17.13%	36.91%	5.18%	17.24%
Vitesse de circulation de la monnaie	3.28	3.29	3.35	3.14	2.57	2.70	2.53
<b>Finances publiques</b>							
Recettes totales (en millions de gourdes)	3,436	4,782	5,383	6,275	6,170	6,332	7,722
Dépenses totales (en millions de gourdes)	4,120	5,798	6,788	7,906	8,141	8,589	10,377
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-684	-1,016	-1,405	-1,631	-1,971	2,257	-2,655
Pression fiscale	7.4%	8.9%	8.5%	9.1%	8.0%	7.4%	8.2%

TABLEAU 20 (SUITE) SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (1996 À 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Secteur Social</b>							
Population (en millions d'habitants)	7,329,646	7,482,103	7,637,731	7,796,595	7,958,765	8,124,307	8,293,292
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	5,918.29	7,217.89	8,248.13	8,882.60	9,747.74	10,420.46	11,113.08
PIB par habitant (en dollars courants)	393.50	425.83	438.03	524.36	344.08	408.81	374.18
Espérance de vie à la naissance (années)	54	54	54	54	50	50	50
<b>Taux d'alphabétisation des adultes</b>						<b>48.8</b>	<b>49.8</b>
Indice de développement humain	0.340	0.350	0.338	0.340	0.430	0.430	0.465
Taux de chômage	60%	60%	50%	80%	50%	50%	60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

**TABLEAU 21: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 A 2007)**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Comptes économiques</b>							
PIB nominal (en millions de gourdes)	85,700	94,028	119,758	140,387	168,034	200,456	247,529
Taux de croissance du PIB	-1.0	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.2
Taux d'investissement ( en % du PIB)	25.9%	25.06%	30.69%	27.3%	27.4%	28.9%	25.7%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	12.30%	10%	42.46%	22.53%	14.84%	12.4%	7.9%
<b>Secteur Extérieur</b>							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	10,594	11,403	18,946	21,555	24,222	28,660	27,255
Importation FOB (en millions de gourdes)	30,973	33,851	57,317	61,784	64,552	85,413	85,193
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	1,188.90	1,211.90	1,287.40	1316.30	1,337.82	1,419.25	1,541.02
Variation des arriérés extérieurs	6.86	28.18					
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	24.00	29.70	42.03	36.82	43.04	39.13	35.76
<b>Monnaie et Crédit</b>							
Position extérieure nette (en millions de dollars)	-1001.64	-1090.75	-1,102.25	-1,363.58	-1,025.54	-935.44	-918.55
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	12,309.1	14,085.4	18,720.2	20,238.8	24,534.3	25,953.3	28,430.8
Créances nettes sur l'Etat	12,111.9	15,064.4	18,323.0	21,242.8	21,193.0	20,607.8	18,946.9
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	31,753.4	37,228.8	52,027.9	56,761.0	68,289.7	75,278.5	78,879.0
Variation de la masse monétaire	5.25%	17.24%	39.75%	9.10%	20.31%	10.23%	4.78%
Vitesse de circulation de la monnaie	2.66	2.53	2.30	2.47	2.46	2.66	3.14
<b>Finances publiques</b>							
Recettes totales (millions de gourdes)	6,332	7,722	10,503	12,474	16,253	20,414	23,667
Dépenses totales (en millions de gourdes)	8,589	10,377	14,150	17,165	19,247	21,204	28,471
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-2,257	-2,655	-3,647	-4,691	-2,994	-790	-4804
Pression fiscale	7.39%	8.21%	8.77%	8.89%	9.67%	10.18%	9.56%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

**TABLEAU 21 (SUITE) : SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 À 2007)**

	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>Secteur Social</b>							
Population (en millions d'habitants)	8,124,307	8,293,292	8,373,750	8,455,963	8,538,984	8,622,820	8,707,476
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.00%	2.00%	0.98%	0.98%	0.98%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	10,420.46	11,113.08	14,301.60	16,602.13	19,678.45	23,247.15	28,427.18
PIB par habitant (en dollars courants)	408.81	374.18	340.27	450.90	457.21	594.10	794.98
Espérance de vie à la naissance (années)	52.4	52.6	49.1	49.4	51.6	52	59
Taux d'alphabétisation des adultes	48.8	49.8	50.8	51.9	51.9	51.9	51.9
Indice de développement humain	0.468	0.471	0.467	0.463	0.475	0.482	0.529
Taux de chômage	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

### 3. SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN

#### 1. ORIGINES DE L'ECART DE CAPACITE BENEFICIAIRE ENTRE 2008 ET 2009

	2010	Valeur	2009	Valeur
Source de performance comparative		comparative		comparative
Meilleur pricing des prêts			•	468,926
Meilleur rendement sur les placements			•	604,383
Meilleure composition de l'actif			•	669,828
Meilleure contribution des autres revenus	•	717,748		
Meilleur coût des fonds	•	309,075		
Meilleure composition du passif	•	74,840		
Meilleur contrôle des salaires			•	82,736
Meilleure productivité du personnel	•	513,897		
Meilleur contrôle des dépenses par succursale	•	44,701		
Meilleure productivité du réseau	•	1,360		
Meilleur contrôle des frais généraux directs	•	87,134		
Meilleure taille des comptes	•	348,742		
Ecart sur dépenses d'amortissement	•	49,138		
Plus faible provisionabilité des prêts improductifs			•	499,399
Plus faible improductivité du portefeuille	•	103,036		
Moins de perte d'intérêts sur prêts improductifs	•	87,531		
Meilleur taux d'imposition	•	222,451		
Effet base imposition	•	17,231		
Effet taille globale			•	104,248
Ecart de profit	•	147,365		

#### Comparaison de 2010 et 2009 sur la base de taille, de classement et du CAMEL

	2010	Niveau	2009	Niveau	
Plus grande part de marche en termes d'actif		100.00%		100.00%	
Meilleur classement en termes d'actif		NA		NA	
Plus grand réseau		183	●	140	
Meilleur classement en termes de réseau		1e		1e	
Meilleure capitalisation (non pondere)		6.31%	●	7.58%	
<b>Meilleure capitalisation (Cooke)</b>		<b>14.81%</b>	●	<b>16.35%</b>	<b>C</b>
<b>Meilleure qualite de l'actif (plus faible taux d'improductivite)</b>	●	<b>4.88%</b>		<b>8.34%</b>	<b>A</b>
<b>Meilleur coefficient d'exploitation</b>	●	<b>69.21%</b>		<b>72.44%</b>	<b>M</b>
<b>Meilleure prime par unité de risque financier</b>		<b>0.0009</b>	●	<b>0.0012</b>	<b>E</b>
<b>Meilleure position liquiditaire</b>	●	<b>40.64%</b>		<b>35.42%</b>	<b>L</b>

## 2. SECTEUR BANCAIRE : BILANS COMPARATIFS DES 10 DERNIERES ANNEES

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>ACTIF</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>								
Disponibilités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Encaisse	1,538,804	1,561,760	2,196,238	2,998,830	2,750,731	3,131,439	3,294,450	3,071,935	5,411,267	6,070,633	3,521,563
Avoirs à la Banque	5,941,369	7,120,504	7,796,382	11,595,639	16,069,777	14,692,435	16,348,391	18,348,557	22,276,387	26,657,598	45,132,957
Avoirs à l'étranger	2,462,150	1,841,044	2,022,444	2,279,350	1,451,119	3,130,040	3,038,875	3,343,820	4,575,180	5,420,539	9,273,446
Avoirs dans les Banques locales	91,340	320,054	790,939	1,069,314	1,468,027	1,204,030	1,452,562	1,726,469	1,721,050	1,752,319	1,996,897
Autres Liquidités	558,133	619,413	740,796	1,052,053	714,218	1,005,051	1,057,011	1,715,074	1,586,337	1,207,864	1,236,779
	10,591,797	11,462,775	13,546,799	18,995,186	22,453,872	23,162,995	25,191,288	28,205,855	35,570,220	41,108,953	61,161,641
Bons B.R.H	1,358,623	2,777,000	3,151,417	3,818,000	3,543,775	5,527,100	7,912,057	9,535,871	9,908,262	10,000,146	9,027,391
Autres Placements	2,999,245	2,511,709	3,236,215	7,448,054	7,303,934	10,359,554	12,684,076	12,128,584	17,570,609	16,319,452	28,543,058
Portefeuille Net	11,377,844	10,576,882	12,161,804	16,228,318	17,059,241	20,724,021	21,188,137	23,312,989	30,230,409	34,600,943	29,504,334
Immobilisations	1,506,885	1,757,347	1,987,371	2,387,724	2,810,292	3,409,020	4,345,503	4,466,727	4,306,211	4,163,054	4,648,572
Autres Actifs	1,121,419	1,207,942	1,243,768	2,039,200	2,759,913	2,627,957	2,381,480	3,754,918	4,590,586	3,867,821	5,141,390
	18,364,016	18,830,880	21,780,575	31,921,295	33,477,155	42,647,652	48,511,253	53,199,090	66,606,076	68,951,416	76,864,744
<b>Total Actif</b>	<b>28,955,813</b>	<b>30,293,655</b>	<b>35,327,374</b>	<b>50,916,481</b>	<b>55,931,027</b>	<b>65,810,647</b>	<b>73,702,541</b>	<b>81,404,945</b>	<b>102,176,296</b>	<b>110,060,369</b>	<b>138,026,385</b>
<b>PASSIF</b>											
Dépôts											
A vue	5,732,862	6,087,013	8,268,676	11,073,165	13,002,482	16,697,376	18,168,706	20,041,585	32,682,459	37,050,006	58,360,149
Épargne	9,924,884	10,168,704	12,219,239	17,234,819	18,417,050	22,799,131	24,185,085	25,373,571	31,279,800	35,028,156	42,333,496
A terme	8,842,139	9,732,607	9,716,605	14,721,008	16,637,631	17,274,644	19,409,793	21,283,027	21,571,181	21,380,393	18,559,097
	24,499,886	25,988,324	30,204,520	43,028,992	48,057,163	56,771,151	61,763,584	66,698,182	85,533,441	93,458,555	119,252,742
Obligations à vue											
Banques locales	62,827	29,000	302,704	497,670	410,495	375,605	193,271	818,703	523,292	127,348	-
Banques à l'étranger	-	889	-	-	-	157,029	-	436,576	-	-	-
Autres	1,144,133	1,366,466	1,315,525	2,406,991	2,470,570	2,390,795	2,605,500	2,987,055	3,019,340	2,699,858	4,026,261
	1,206,960	1,396,356	1,618,229	2,904,660	2,881,065	2,923,430	2,798,771	4,242,334	3,542,632	2,827,206	4,026,261
Obligations à terme				#VALUE!	#VALUE!	#VALUE!	#VALUE!				
Banques locales	722,475	128,505	224,048	363,614	241,755	372,820	234,775	516,722	514,536	734,635	425,375
Banques à l'étranger	44,305	48,436	129,457	79,848	69,964	103,302	74,346	-	599,303	1,052,697	-
Autres	347,071	398,213	391,066	781,904	726,303	1,055,618	1,002,212	1,175,574	1,420,705	1,786,664	2,955,476
	1,113,851	575,155	744,571	1,225,366	1,038,022	1,531,740	1,311,332	1,692,296	2,534,544	3,573,996	3,380,851
Autres Passifs	685,155	578,003	719,640	1,027,235	1,007,272	1,288,244	3,299,413	2,309,637	3,037,983	1,861,215	2,660,415
	27,505,852	28,537,837	33,286,960	48,186,254	52,983,522	62,514,564	69,173,101	74,942,450	94,648,600	101,720,972	129,320,269
<b>AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>											
Capital versé	843,977	904,916	933,316	990,815	1,127,938	1,408,213	3,861,594	2,182,360	2,436,579	3,356,180	3,047,393
Réserves	146,467	185,842	247,231	363,410	450,263	377,699	1,012,650	931,370	1,210,871	1,427,277	2,057,085
Surplus d'Apport	52,561	84,973	402,763	108,298	65,641	402,763	(1,042,550)	587,607	593,185	347,886	308,391
BNR	406,955	580,087	763,660	1,267,703	1,303,661	1,107,406	697,747	2,761,158	3,287,061	3,208,053	3,293,248
	1,449,959	1,755,817	2,040,411	2,730,225	2,947,503	3,296,081	4,529,440	6,462,495	7,527,696	8,339,396	8,706,117
<b>Total Passif + Capital</b>	<b>28,955,811</b>	<b>30,293,654</b>	<b>35,327,371</b>	<b>50,916,479</b>	<b>55,931,025</b>	<b>65,810,645</b>	<b>73,702,541</b>	<b>81,404,945</b>	<b>102,176,296</b>	<b>110,060,368</b>	<b>138,026,385</b>



### 3. SECTEUR BANCAIRE : COMPTES D'EXPLOITATION COMPARATIFS DES 10 DERNIERES ANNEES

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
MARGE NETTE D'INTÉRÊT											
Revenus d'intérêt/											
Prêts	1,757,653	2,431,003	2,188,746	3,120,670	3,486,213	2,773,314	3,224,539	3,471,564	3,654,934	3,805,440	3,346,227
Autres (incluant Bons B.R.H)	566,992	742,933	568,864	953,093	1,471,975	731,881	1,759,849	1,907,195	1,217,576	1,038,094	628,437
	2,324,645	3,173,936	2,757,610	4,073,763	4,958,188	3,505,196	4,984,389	5,378,760	4,872,511	4,843,534	3,974,664
Dépenses d'intérêt	925,122	1,440,463	907,849	1,399,232	2,225,525	987,321	1,374,567	1,643,263	1,104,073	751,546	500,326
MARGE NETTE D'INTÉRÊT	1,399,522	1,733,473	1,849,761	2,674,531	2,732,663	2,517,874	3,609,821	3,735,496	3,768,438	4,091,988	3,474,338
AUTRES REVENUS											
Commissions	264,605	342,353	358,879	565,869	599,670	691,307	862,944	956,449	1,133,084	1,338,466	1,373,553
Gain sur change	462,947	461,237	322,266	505,436	369,303	455,225	502,214	595,776	633,307	547,368	708,665
Autres	100,002	104,010	270,656	387,282	431,727	643,715	729,181	624,395	1,008,185	1,004,807	1,526,172
Autres revenus	827,554	907,600	951,800	1,458,588	1,400,699	1,790,247	2,094,339	2,176,620	2,774,575	2,890,642	3,608,390
PRODUIT NET BANCAIRE	2,227,076	2,641,073	2,801,561	4,133,119	4,133,363	4,308,121	5,704,160	5,912,117	6,543,013	6,982,630	7,082,728
Prov. pour créances douteuses	146,645	174,051	185,660	184,510	299,035	298,510	168,816	28,066	123,119	295,193	644,468
BÉNÉFICE AV. DÉP. D'EXPL											
& IMPOTS SUR LE REVENU	2,080,431	2,467,022	2,615,901	3,948,609	3,834,328	4,009,612	5,535,344	5,884,051	6,419,894	6,687,437	6,438,260
DÉP. D'EXPLOITATION											
Salaires et Avantage Sociaux	652,782	796,158	873,036	1,037,596	1,181,995	1,259,530	1,474,037	1,650,802	1,887,392	2,071,047	1,976,287
Frais de locaux	68,399	101,269	130,496	189,732	227,290	246,167	273,689	258,794	285,940	287,963	288,675
Amortissement	207,101	220,102	230,626	256,498	275,524	314,237	364,987	396,283	450,631	458,312	409,174
Autres dép. d'Exploitation	613,664	848,190	992,749	1,382,608	1,618,470	1,650,038	1,918,266	2,003,255	2,150,161	2,241,173	2,227,499
Total dépenses d'exploitation	1,541,946	1,965,718	2,226,907	2,866,434	3,303,279	3,469,971	4,030,979	4,309,133	4,774,123	5,058,494	4,901,634
BÉNÉFICE AV. Impots/Revenu	538,486	501,304	388,994	1,082,175	531,049	539,640	1,504,365	1,574,917	1,645,771	1,628,943	1,536,626
Impots sur le revenu	105,623	120,037	72,824	247,362	102,242	140,842	261,598	253,894	287,327	304,042	64,360
Valeur à régulariser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôt net	105,623	120,037	72,824	247,362	102,242	140,842	261,598	253,894	287,327	304,042	64,360
BÉNÉFICE NET OU PERTE NETTE	432,863	381,267	316,169	834,813	428,807	398,798	1,242,767	1,321,023	1,358,443	1,324,901	1,472,266

Source : BRH

#### 4. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>Sigles ou Abréviations</b>	<b>Signification</b>
Adm., adm.	Administration, Administratif
ANACAPH	Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes
ANIMH	Association Nationale des Institutions de Microfinance d'Haïti
BC	Banque Communautaire
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BIDC	Banque Intercontinentale de Développement Commercial
BNC	Banque Nationale de Crédit
BPH	Banque Populaire Haïtienne
BRH	Banque de la République d'Haïti
CA	Conseil d'Administration
CASF	Coefficient d'Autosuffisance financière
CASO	Coefficient d'Autosuffisance Opérationnelle
CEC	Caisse d'Épargne et de Crédit
CNC	Conseil Nationales des Coopératives
DAI	Development Alternatives, INC.
DID	Développement International Desjardins
FDI	Fonds de Développement Industriel
FENACAP	Fédération Nationale des Caisses Populaires
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
FIDA	Fonds International de Développement de l'Agriculture
GS	Groupe Solidaire
IMF	Institution de Microfinance
Inst.	Institution
KNFP	Konsèy Nasyonal Finansman Popilè
MS	Mutuelle Solidarité
HIFIVE	Micro, Small and Medium Enterprise
NA, na	Non applicable
ND, nd	Non disponible
ONG	Organisme Non Gouvernemental
Opér., opér.	Opérationnel
PAP	Port-au-Prince
PAR	Portefeuille à Risque
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
Portef.	Portefeuille
ROA	Return on Asset
ROE	Return on Equity
Sogebank	Société Générale de Banque, S.A.
TRB	Taux de Recouvrement Brut
TRC	Taux de Recouvrement Cumulé
TRI	Taux de Rendement Interne
TRN	Taux de Recouvrement Net
USAID	Agence Américaine pour le Développement International

## 5. LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ÉCHANTILLON

SIGLE	NIM
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
SFF	SEVIS FINANCY FONKOZE
MCN	Micro Crédit National
SOCOLAVIM	Société Coopérative Lavi miyo
COSODEV	Société Coopérative pour le Développement
SOGESOL	Société Générale de Solidarité S.A
CONAC	Coopérative Na changé
FONDESPOIR	Fondespoir
ACLAM	World Concern Haiti/ACLAM
ACME	Association pour la Coopération avec la Microfinance
GTIH	Groupe Technologie Intermédiaire d'Haïti
FEMA	Finansman pou Ede Moun Avanse/World Relief
CEC	Coopérative des Enseignants des Cayes
CPSRM	Caisse Populaire Sainte-Rose de Maniche
SUCCES	SUCCES
KOTELAM	KOTELAM
CAPOSAC	Caisse Populaire Sainte-Anne de Camp-Perrin
ID	Initiative développement
KREDI POPILE	Banque de l'Union Haïtienne S.A/Kredi Popile
CECCOMH	CECCOMH
LUMUTEC	Lumière Mutuelle de Crédit
SOCOMEK	Société Coopérative Men Kontre
KOPLES	Koperaitv pou Lespwa
KPSEK	Caisse Populaire Ste-Hélène Carice
KEKAM	Kès epay ak kredi pou Avansman mamlad
CAPOSMA	Caisse Populaire Solidarité de St-Michel de l'Atalaye
FINCA HAITI	FINCA Haiti
GRAIFSI	Groupe d'Appui pour l'intégration de la femme du secteur Informel
COOPECS	Coopérative d'Épargne et de Crédit de Saint-Louis
COD/EMH	Bureau de <b>Coord.</b> des Programmes de l'Eglise Méthodiste d'Haïti
CPD	Caisse Populaire de Dauphin
KPLKM	Kès Popilè Leve Kanpe Milot
KPLAN	Kès Popilè Lazil NiP
CECAP	Caisse d'Épargne et de Crédit pour l'Avancement de Port-à-Piment
MCC	Micro Crédit Capital
SOCEM	SOGEM
KPD	Kès Popilè Dezam
CAPAJ	Caisse Populaire pour l'Avancement de Jérémie
KPL	Kès Popilè Lestè
CAMEC	CAMEC
CLEF	Caisse Léoganaise d'Épargne et de financement
CPSA	Caisse Populaire Ste-Anne
KAPOSOV	Caisse Populaire Solidarité Verrettes
ATPB	Asosyasyon Travayè Peyizan Bonbad
APLB	Asosyasyon Peyizan Le Blan
ADEPSCOJ	Association pour le Développement de la 1ère <b>section de Jean</b> Rabel
COCADAMA	Coopérative et Caisse Populaire et Agricole de dame Marie
UJBAM	Union des Jeunes de Bombardopolis pour un Avenir Meilleur
MODEL	Mouvman Pou Devlopman Lakay
KPFTB	Kès Popilè Fòs Trankil Bochan

SIGLE	NIM
KPSJ	Kès Popilè Setyèm Seksyon Janrabel
KONEKKO	Koperativ Nasyonal Epay Kredi ak Konsyomasyon
COPAM	Coopérative des Paysans Agriculteurs de Morne Rond
FONKOZE	Fondasyon Kole Zepòl
KPSP	Kès Popilè Sere Pwete
CPUP	Caisse Populaire Union de Plaisance
CAPOMA	Caisse Populaire Mont Carmel d'Arniquet
CREPES	Caisse Régionale pour la Promotion Économique et Sociale
CPDAM	Caisse Populaire de Dame-Marie
CPC	Caisse Populaire La Concorde
SOCOREDNO	SOCOREDNO
CAPOMAR	Caisse Populaire de Mare Rouge
COPECPRA	Coopérative d'Épargne et de Crédit de la Petite Rivière de l'Artibonite
CPEJ	Caisse Populaire Espoir de Jacmel
CPACJ	Caisse Populaire Avenir de Cayes-Jacmel
CAPPEV	Caisse Populaire Petite Épargne de la Vallée
CECA-NIPPES	CECA-NIPPES
Coopeclas	Coopérative d'Épargne et de Crédit de Lascahobas
MCDFR	Mouvement <b>Commun.</b> pour le Développement de Fond Ramadoux
CRSM	Centre de Recherche pour Soutenir les Malheureux
KOSOL	Koperativ Solèy Leve
COMOG	Coopérative la Montagne Godette
CDPGJ	Coopérative pour le <b>Dével.</b> de la Pêche de Gros Sable Jean Rabel
AFR	Asosyasyon Fanm Remon
ODF	Organisation pour le Développement pour le Far West
CBEG	Coopérative Bonne Entente de Guinaudée
CODEB	Coopérative pour le Développement de Belle-Anse
KEPOMEK	Kès Popilè Men Kontre
CAPCOOP	Caisse du progrès de Carrefour
MUCEC	Mutuelle Croissance Economique de Code

# SMG / UNIQ/HAÏTI HIFIVE/USAID: ETUDE SUR LA MICROFINANCE EN HAÏTI

## 6. FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

### Caractéristiques institutionnelles

						Code	
1.	Nom			1A. Sigle			
2.	Nbre d'années d'activité générale		3. Nombre d'années en tant que IMF				
4.	Localisation du siège	A. Commune		B. Département			
5.	# de Bureaux dont le siège soc.		5A. À PAP		5B. Villes de prov.		5C. Zones rurales
6.	Nombre d'employés	Total		6A. Hommes		6B. Femmes	7. Actif total
8.	Type d'institution (note 1)					9. Date du début de l'exercice fiscal	
#	But financier (à but lucratif =1 ou non lucratif 2)					10A. Affiliation (note 2)	

## Outreach (Etendue et portée)

### 11. Nombre d'emprunteurs

Ventilation par sex des bénéficiaires et par méthodologie employée					
Méthodologie/sexe	11-1. Nombre d'emprunteurs (Hommes)			11-2. Nombre d'emprunteurs (Femmes)	
	au 30/9/2008		au 30/9/2007	au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Crédit direct individuel				
ii	Banque Communautaire				
iii	Groupe Solidaire				
iv	Mutuelles de Solidarité				
	<b>Total</b>	-		-	-

### 12. Le portefeuille brut (montant en HTG)

a) Ventilation par sex des bénéficiaires et par méthodologie employée					
Méthodologie/sexe	12-a-1. Portefeuille brut (Hommes)			12-a-2. Portefeuille brut (Femmes)	
	au 30/9/2008		au 30/9/2007	au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Crédit direct individuel				
ii	Banque Communautaire				
iii	Groupe Solidaire				
iv	Mutuelles de Solidarité				
	<b>Total</b>	-		-	-

b) ventilation par secteur d'activité				
Méthodologie/sexe		En % du portefeuille brut		
		au 30/9/2008		au 30/9/2007
i	Production	0.00%		0.00%
ii	Commerce			
iii	Services			
iv	Consommation			
v	Logement			
vi	Education			
<b>Total</b>		<b>0.00%</b>		<b>0.00%</b>

Note 1 / Type d'institution	
1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque Filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation
5	Association
6	Autres

c) Ventilation par zone (urbaine ou rurale) - Nombre d'emprunteurs et volume de crédit							
Méthodologie/sexe		12-c-1. Nombre d'emprunteurs			12-c-2. Portefeuille brut		
		au 30/9/2008		au 30/9/2007		au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Port-au-prince						
ii	Provinces-zones urbaines						
iii	Zones rurales						
v	<b>Total</b>	-		-		-	-

## Nombre de déposants et de comptes

### a) Nombre de déposants

Méthodologie/sexe		13-a-1. Nombre de déposants	
		au 30/9/2008	30/9/2007
	Déposants volontaires		
i	Déposants aux comptes bloqués		
ii	<b>Total</b>	-	-

### 14. Volume de dépôts et autres ressources

#### Volume de dépôts

		14-a-1. Volume de dépôts	
		au 30/9/2008	au30/9/2007
	Déposants volontaires		
i	Déposants aux comptes bloqués		
ii	<b>Total</b>	-	-

### b) Nombre de comptes

		13-a-2. Nombre de comptes	
		au30/9/2008	au 30/9/2007
	Comptes non bloqués		
	Comptes bloqués		
	<b>Total</b>	-	-

### b) Autres ressources financières

		Montant des autres ress. Financières	
		au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Emprunt à taux commercial (MLT)		
ii	Emprunt à taux concessionnel (MLT)		
iii	Emprunt CT à taux commercial		
iv	Emprunt CT à taux concessionnel		
v	Autres passifs		
vi	Subvention capitalisée		
vii	Fonds propres		
viii	<b>Total</b>	-	-

Qualité de l'actif

15. **Qualité de l'actif**

**a) Qualité du portefeuille de prêts**

	Méthodologie/sexe	Chiffres en HTG	
		au 30/9/2008	30/9/2007
i	Portef. avec plus de 30j d'arriérés		
ii	Montant des provisions		
	Montant des radiations de l'année		
iii	<b>Total</b>	-	-

**b) Structure de l'actif**

		Chiffres en HTG	
		30/9/2008	30/9/2007
i	Liquidité (encaisse+Banque)		
ii	Immobilisations nettes		
	Autres actifs improductifs par nature		
iii	<b>Total actifs stériles</b>	-	-
iv	Portefeuille net		
v	Placement à CT et à LT		
vi	Autres actifs productifs par nature		
vii	Total de l'actif productifs par nature	-	-
viii	<b>Total</b>	-	-

## Structure des produits et des charges

### # Structure des revenus bruts et des charges

#### a) Structure des revenus bruts

	Type	Revenus bruts en HTG	
		ex.2006-2007	ex.2005-2006
i	Revenus d'intérêts sur prêts		
ii	Revenus de frais de dossiers		
iii	Autres revenus de crédit		
iv	Revenus d'intérêt sur placement		
v	Autres revenus		
vi	<b>Total revenus</b>	-	-
vii	<b>Perte</b>	-	-

#### b) Structures des charges

		Montant des c	
		ex.2006-2007	
i	Charges financières (dépendances d'int.)		
ii	Frais de personnel		
iii	Dépenses liées aux pertes sur prêts		
iv	Autres dépenses d'exploitation		
v	<b>Total charges</b>	-	-
vi	Bénéfice net (ou assimilé)	-	-

## Marketing

### # Avez-vous les produits et services suivants

- i Transferts de fonds
- ii Change
- iii Assurance
- iv chèque


18. Utilisez-vous les technologies suivantes dans la livraison des services et dans le suivi des opérations

- i Guichet ambulant
- ii Technologies portables
- iii Téléphones cellulaires
- iv Services inter-caisses


v Coffre-fort

v Services informatisés

# Taux de rémunération des épargnes et prêts

19-1. Taux d'int. moyen payé sur les dépôts

Taux d'intérêt sur l'épargne	Taux moyen
Epargne Volontaire	
Epargne bloquée	

19-2. Taux de rémunération des prêts

Taux d'intêts moyen sur les prêts	
Taux moyen de frais de dossiers	
Epargne bloquée en % du prêt	

**Gouvernance et Ressources Humaines**

20. Indiquer par un X la structure qui se rapporte le plus de

<input type="checkbox"/>	a	Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	Directions Fonctionnelles	(4 niveaux)
<input type="checkbox"/>	b	Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	ou bien Directions Fonct.	(3 niveaux)
<input type="checkbox"/>		Conseil	Direction Gle			
<input type="checkbox"/>	c	Direction Gle	Directions Fonctionnelles			(2 niveaux)
<input type="checkbox"/>	d	Responsables d'unités				(structure flat)

21.1 Nombre de membre dans le CA

21.2 Nombre de réunions par année

# Nombre de membre dans le comité de crédit

22.2 Nombre de réunions par année

# Nombre de membre dans le comité de crédit

23.2 Nombre de réunions par année

24. Veuillez fournir les informations suivantes concernant les outils de gestion administrative et financière utilisée

**A. Outil de Gestion administrative**

	Si c'est non applicable : NA
	Date
i	Dernière révision des procédures adm.
ii	Dernière révision des procéd. comptables
iii	Dernière révision du manuel du personnel
iv	Dernière révision du manuel du personnel
v	Nbre d'employés formés ces 2 dernières années

**B. Outil de Gestion Financière**

	Si c'est non applicable : NA
i	Base de votre budget (annuelle ou mensuelle)
ii	Sens de l'écart Budgétaire (Excédent ou déficit?)
iii	Montant de l'écart Budgétaire
iv	Dernière date de projections financières

**C. Audit et evaluation**

i	Date du dernier audit
---	-----------------------

ii	Date de la dernière évaluation
----	--------------------------------

25. Veuillez fournir les infos suivantes concernant la politique et les procéd. de crédit

26. Veuillez fournir les informations suivantes

A. Mise à jour des politiques et procédure de crédit
--

politique des taux d'intérêt sur prêts et le m

	Date
i Dernière révision de la politique de crédit	
ii Dernière révision des procédures de crédit	
iii Dernière formation du personnel de crédit	
iv Montant maximum de crédit par client	
v Montant minimum de crédit par client	
vi Durée minimum des prêts	
vii Durée maximum des prêts	

d'évaluation des dossiers

26A. Modalité de calcul des intérêts

- i  Intérêt flat
- ii  Intérêts prélevés d'avance
- iii  Intérêts sur le solde dégressif
- iv  Autre à préciser

B. Fixation des limites internes

	Minimum	Maximum
i Montant du crédit nécessitant l'approb. du Comité de Crédit		
ii Montant du crédit nécessitant l'approb. du CA		
iii Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA		
iv Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA		

26B. Mode d'évaluation des dossiers

- i  Traditionnel
- ii  Scoring

26C. Procédures d'approbation de dossiers

- i  Signatures simultanées lors de la signature

ii  Collecte de signature de chaque

iii  L'une et/ou l'autre

iv  Non applicable

Nom de la personne responsable

Email

Téléphone 1

Téléphone 2

**Pour toutes questions concernant ce formulaire contactez :**

SMG-Haïti - 722-1907, 713-9938, 242-3242

[email : smg@smghaiti.com](mailto:smg@smghaiti.com)

[martine@smghaiti.com](mailto:martine@smghaiti.com)

[lhermite@smghaiti.com](mailto:lhermite@smghaiti.com)

**Note 1/ Types d'institution**

1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque, filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation
5	Association
6	Autres

**Note 2/ Affiliation**

1	ANACAPH
2	ANIMH
3	DID
4	KNFP
13	ANACAPH/DID
24	ANIMH/KNFP
99	Autres

**N.B**

Si la question n'est pas applicable à votre institution, à l'espace réservé à la réponse, Inscrivez "NA"	<b>NA</b>
Si l'information n'est pas disponible au moment de remplir le questionnaire, à l'espace réservé à la réponse, inscrivez « ND »	<b>ND</b>

## 7. LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS

### 1. SMG/UNIQ

Lhermite FRANCOIS	Chef de projet, Responsable de l'étude au niveau du SMG
Martine L. FRANCOIS	Assistant-chef de projet
Monique ST-Amand	Administration – Finance et contrôle de qualité
Joane Jean Claude	Opération de saisie et de traitement primaire des données

### 2. HAÏTI HIFIVE

Greta Greathouse	Directeur, Représentante du Maitre d'ouvrage

### 3. DID

Jocelyn Saint jean	Assistante technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de « Le Levier » et assistance à la collecte des données auprès des caisses sans affiliation

### 4. ANACAPH

Yolène JACQUET	Assistante technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de ANACAPH, et assistance à la collecte des données auprès des caisses sans affiliation

### 5. KNFP

Lionel Fleuristin	Assistance technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de KNFP

### 6. ANIMH

Winsor Calixte	Conseiller - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de l'ANIMH